

Démocratie

et droits de l'homme

*Tous les êtres humains
naissent libres et égaux
en dignité et en droits.*



LIBERTÉ, ÉGALITÉ :

LE CINQUANTENAIRE

DE LA DÉCLARATION UNIVERSELLE

DES DROITS DE L'HOMME

O c t o b r e 1 9 9 8

VOLUME 3 NUMÉRO 3

Liberté et égalité

Le cinquantenaire de la Déclaration
universelle des droits de l'homme

LE 10 DÉCEMBRE 1998 marquera le cinquantenaire de l'adoption par les Nations unies de la Déclaration universelle des droits de l'homme. A l'occasion de cet événement, l'Agence d'information des Etats-Unis publie ce numéro spécial de sa revue électronique intitulée « Démocratie et droits de l'homme ». Ce numéro est dédié à tous ceux qui, dans le monde entier, défendent les droits de l'homme. Leurs actions altruistes en faveur des droits énoncés dans la Déclaration universelle sont une source d'inspiration pour les hommes et les femmes du monde entier.

Le présent numéro porte non seulement sur la Déclaration universelle et sur l'importance des trente principes qui s'y trouvent énoncés, mais également sur le développement du mouvement international des droits de l'homme qu'elle a inspiré. Le président Clinton souligne ce point dans son message préparé tout spécialement pour cette publication. Sa déclaration est suivie d'extraits de l'allocution prononcée par la première dame des Etats-Unis, Hillary Rodham Clinton, devant l'Assemblée générale des Nations unies lors de la Journée des droits de l'homme de 1997 marquant le début des célébrations du cinquantenaire de la Déclaration.

Alors qu'il est sur le point de quitter ses fonctions, M. John Shattuck, secrétaire d'Etat adjoint à



Eleanor Roosevelt avec la version finale de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

la démocratie, aux droits de l'homme et au travail, évoque ses années de service dans une interview accordée au rédacteur Rick Marshall. M. Shattuck cite notamment des exemples de progrès accomplis dans la mise en œuvre des principes de la Déclaration universelle et discute des travaux inachevés en matière de droits de l'homme dans le monde.

Dans l'article intitulé « Points de vue sur les droits de l'homme », huit personnes, à savoir deux parlementaires des Etats-Unis, deux représentants des Nations unies et quatre grandes figures de la lutte en faveur des droits de l'homme, expriment leurs pensées sur la Déclaration universelle, sur les progrès accomplis depuis son adoption et sur les défis à relever à l'avenir.

Les droits de l'homme occupent une place de premier plan dans les grandes religions du monde. Mais la liberté de religion, l'un des principes de la Déclaration universelle, n'a jamais été universellement respectée. C'est cette question qu'examine Felice Gaer, directrice de l'Institut Jacob Blaustein pour la promotion des droits de l'homme. Son analyse est accompagnée de citations ayant trait aux droits de l'homme extraites de divers textes sacrés.

Notre rédacteur en chef, M. David Pitts, retrace les efforts déployés lors de l'élaboration et de l'adoption de la Déclaration universelle. Ces démarches, qui ont duré plus de deux ans, ont connu des hauts et des bas, mais elles ont abouti le 10 décembre 1948, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, à la proclamation d'un ensemble spécifique de droits et de libertés pour tous les peuples du monde.

Ce numéro se termine sur un article de M. William Korey, auteur de nombreux ouvrages sur la législation et l'histoire des droits de l'homme, notamment d'un livre récemment paru et intitulé : *NGOs and the Universal Declaration of Human Rights: A Curious Grapevine* [Les organisations non gouvernementales et la Déclaration universelle des droits de l'homme : curieuses affinités]. Dans son article, M. Korey examine le développement du mouvement des droits de l'homme après l'adoption de la Déclaration universelle, et notamment l'évolution au fil des ans des mécanismes des Nations unies, ainsi que le rôle des organisations non gouvernementales de défense des droits de l'homme.

Démocratie *et droits de l'homme*

Octobre 1998

6

MESSAGE DE M. BILL CLINTON
PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS

8

DE LA DÉCLARATION UNIVERSELLE DES DROITS DE L'HOMME
La première dame des Etats-Unis, Hillary Rodham Clinton, évoque la portée de la Déclaration universelle des droits de l'homme, notamment son impact sur les femmes.

14

DROITS DE L'HOMME : LE PASSÉ ET L'AVENIR
INTERVIEW DE JOHN SHATTUCK

Le secrétaire d'Etat adjoint à la Démocratie, aux Droits de l'homme et au Travail fait le bilan des progrès réalisés au niveau de la mise en œuvre des principes énoncés dans la Déclaration, et décrit ce qu'il reste à faire en matière de protection des droits de l'homme.

18

POINTS DE VUE SUR LES DROITS DE L'HOMME
LE CONGRÈS DES ETATS-UNIS

Le député Tom Lantos, coprésident du Bloc de la Chambre sur les droits de l'homme, et le sénateur Alfonse D'Amato, coprésident de la commission sénatoriale sur la sécurité et la coopération en Europe, livrent leurs réflexions sur la Déclaration universelle.

LES NATIONS UNIES

Le secrétaire général de l'ONU, M. Kofi Annan, et la haute commissaire des Nations unies aux réfugiés, Mme Mary Robinson, font diverses déclarations sur le caractère inaliénable des droits de l'homme et sur l'importance de la Déclaration universelle.

QUATRE CÉLÈBRES DÉFENSEURS DES DROITS DE L'HOMME

Le président sud-coréen, M. Kim Dae Jung, le président tchèque, M. Václav Havel, la secrétaire générale de la Ligue nationale pour la démocratie en Birmanie, Mme Aung San Suu Kyi, et le président sud-africain, M. Nelson Mandela, quatre des plus célèbres défenseurs des droits de l'homme dans le monde, s'expriment sur la Déclaration universelle.

30

LA PROTECTION DE LA LIBERTÉ DE RELIGION

Felice Gaer, directrice du Comité juif américain de l'Institut Jacob Blaustein pour la promotion des droits de l'homme, affirme que la liberté de religion est garantie non seulement par la Déclaration universelle des droits de l'homme, mais aussi par divers éléments importants du droit international. Sa thèse est étayée par plusieurs citations tirées de divers textes sacrés.

36

UNE NOBLE ENTREPRISE

David Pitts, directeur de la rédaction de la présente revue, fait une chronique de l'élaboration et de l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

44

LES ONG : CINQUANTE ANS DE PROMOTION DES DROITS DE L'HOMME

M. William Korey examine l'évolution du mouvement international de soutien aux droits de l'homme depuis l'adoption de la Déclaration universelle.

52

BIBLIOGRAPHIE (EN ANGLAIS)

Sélection de livres et d'articles consacrés aux droits de l'homme

54

SITES INTERNET (EN ANGLAIS)

Sites ayant trait à la démocratie et aux droits de l'homme, et tout particulièrement à la célébration du cinquantenaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Les opinions exprimées dans ces sites d'Internet ne représentent pas nécessairement les vues du gouvernement des Etats-Unis.

ELECTRONIC JOURNALS OF THE U. S. INFORMATION AGENCY
ISSUES OF DEMOCRACY
BUREAU OF INFORMATION • U. S. INFORMATION AGENCY • ejdemos@usia.gov
OCTOBER 1998

DIRECTRICE DE LA PUBLICATION	Rosemary Crockett	RÉDACTEURS	Estelle Baird	TRADUCTION	Services linguistiques de l'USIA
DIRECTEUR DE LA RÉDACTION	Mark Smith		Susan Cleary	EDITORIAL BOARD	Howard Cincotta
RÉDACTEUR EN CHEF	David Pitts		Mona Esquetini		Rosemary Crockett
RÉDACTEUR ASSOCIÉ	Rick Marshall		Stuart Gorin		John Davis Hamill
RÉDACTEUR EN CHEF ADJOINT	Wayne Hall		Charla Hatton		
VERSION INTERNET	Deborah Brown		Kathleen Hug		
		DOCUMENTATION	Carol Norton		
			Barbara Sanders		
		DIRECTRICE ARTISTIQUE	Diane Woolverton		
		CONSEILLÈRE GRAPHIQUE	Sylvia Scott		

Les revues électroniques diffusées à intervalle de trois semaines par l'USIA dans le monde entier examinent les principales questions d'actualité intéressant la communauté internationale. Dans cinq numéros distincts – Perspectives économiques, Dossiers mondiaux, Démocratie et droits de l'homme, Les Objectifs de politique étrangère des Etats-Unis et La Société américaine – elles présentent des articles de fond, des analyses, des commentaires et des renseignements de base sur un thème donné. Toutes les revues sont traduites en français et en espagnol; certaines d'entre elles sont traduites également en arabe, en portugais et en russe. Les opinions qui sont exprimées dans les revues ne représentent pas nécessairement le point de vue du gouvernement des Etats-Unis. Veuillez noter que l'USIA n'est nullement responsable du contenu ou de l'accessibilité des sites Internet indiqués en hyperlien. Le contenu des revues peut être librement reproduit en dehors des Etats-Unis, sauf indication contraire. Les numéros les plus récents ainsi que les archives sont disponibles sur Internet à la page d'accueil des revues du Service d'information des Etats-Unis (USIS), à l'adresse suivante: <http://www.usia.gov/journals/journals.htm>. On peut les consulter sous divers formats électroniques. Veuillez adresser toute correspondance soit à votre centre local de l'USIS, soit à la rédaction: Editor, *Issues of Democracy Democracy and Human Rights* – ITDHR U.S. Information Agency, 301 4th Street, SW Washington, DC 20547, Etats-Unis d'Amérique. Adresse courrier électronique: ejdemos@usia.gov

Message de M. Bill Clinton Président des Etats-Unis

Alors que nous célébrons le cinquantenaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, il est juste d'examiner l'effet qu'elle a eu sur notre existence, et les défis futurs à relever dans l'application de ses nobles principes. Elle est née des profondeurs du désespoir, au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, lorsque les hommes ont découvert jusqu'où ils étaient capables d'aller pour se déshumaniser les uns les autres. Aujourd'hui, cinquante ans plus tard, la majorité des habitants de notre planète choisissent librement leur gouvernement. Les responsables de ces gouvernements démocratiques savent en outre qu'ils ont à répondre de leurs actions devant leurs électeurs et qu'ils sont tenus de protéger les droits énoncés dans la Déclaration universelle.

Cette Déclaration est l'un des documents les plus importants du XX^e siècle, en fait de l'histoire de l'humanité, car elle marque la première fois où des hommes et des femmes ont



Le président Bill Clinton

voulu exprimer les aspirations fondamentales de tous les peuples du monde. Au cours de trois années de débats qui ont abouti à la proclamation d'un ensemble de droits reconnus par tous au-delà des frontières nationales, sociales et culturelles, les auteurs de la Déclaration universelle se sont attachés à comprendre et à harmoniser leurs traditions et leurs convictions diverses. Les dix-huit délégués réunis sous la tutelle pleine de sagesse et de compassion d'Eleanor Roosevelt afin de formuler la Déclaration universelle ne se sont pas référés uniquement aux hommes ou aux privilégiés, ou à une race et à une religion spécifiques. Le texte le dit clairement : « Tous les êtres humains naissent libres et égaux (...) »

Le 10 décembre 1948, l'Assemblée générale des Nations unies a adopté la Déclaration universelle sans une seule voix d'opposition. Durant cinquante ans, les trente articles de la Déclaration sont entrés dans la conscience des gens du monde entier. Ils sont maintenant invoqués de manière routinière dans les constitutions et par les tribunaux. Ils constituent une

norme à l'aune de laquelle nous devons nous mesurer. Mais des menaces continuent de peser sur la liberté, et les droits de l'homme sont toujours en danger. Aux Etats-Unis, nous ne nous sommes pas complètement défaits du sectarisme et de l'intolérance. Ailleurs, la démocratie n'a pas encore pris racine ; en d'autres lieux, ces racines sont encore peu profondes. Les sociétés sont assiégées par des forces allant des cartels de la drogue au grand banditisme. Trop de femmes dans le monde souffrent de multiples injustices. Le droit de pratiquer sa religion selon sa conscience n'est pas universellement respecté. Alors même que des forces aussi puissantes que celles de l'âge de l'information s'attaquent pied à pied à ces obstacles, nous rapprochant les uns des autres, il y a encore des gens que l'on emprisonne et des idées que l'on réprime. Dans un trop grand nombre de pays, la primauté du droit, y compris la protection des droits des minorités, n'est pas garantie.

L'enfant qui vient de naître ne connaît pas la haine : c'est quelque chose qui s'apprend. Il est tout aussi facile d'encourager les valeurs de l'amour et du respect d'autrui, pour permettre à tous les enfants d'exercer leurs capacités innées, pour qu'elles s'épanouissent et viennent renforcer l'esprit humain. Il n'est pas de meilleure manière d'honorer les grands citoyens du monde auxquels nous devons ce remarquable don qu'est la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Bill Clinton

PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS

De la Déclaration universelle des droits de l'homme

Hillary Rodham Clinton

Extraits de l'allocution prononcée, le 10 décembre 1997, aux Nations unies, par la première dame des Etats-Unis, Mme Hillary Rodham Clinton, lors d'une cérémonie marquant le début des célébrations entourant le cinquantenaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Il y a quarante-neuf ans, le monde a reconnu de nouvelles normes communes de dignité humaine, en adoptant un code auquel doivent se conformer les peuples du monde entier.

L'une des personnes qui œuvra à l'élaboration de ce code était Eleanor Roosevelt, alors représentante des Etats-Unis à la Commission des droits de l'homme des Nations unies. Les délégués réunis à Paris pour rédiger le texte venaient de pays aussi divers que le Liban, le Chili, la France, la Chine et l'Ukraine. Leur rêve était la Déclaration universelle des droits de l'homme, premier accord international sur les droits de l'humanité.

Certaines des percées les plus remarquables de l'humanité naissent des tragédies les plus sinistres. Cette Déclaration a pris forme dans un monde ravagé par les horreurs du militarisme et du fascisme. Au lendemain des révélations les plus horribles des extrémités auxquelles les êtres humains peuvent se livrer en



La première dame Hillary Rodham Clinton

matière de déshumanisation, le monde dans son ensemble était enfin prêt à adopter des normes mutuellement convenues en matière de droits de l'homme. Laissez-moi vous lire un extrait de ce document : « Considérant que la méconnaissance et le mépris des droits de l'homme ont conduit à des actes de barbarie qui révoltent la conscience de l'humanité et que l'avènement d'un monde où les être humains seront libres de parler et de croire, libérés de la terreur et de la misère, a été proclamé comme la plus haute aspiration de l'homme (...) L'Assemblée générale proclame la présente Déclaration universelle des droits de l'homme comme l'idéal commun à atteindre par tous les peuples et toutes les nations (...) »

Le document aborde ensuite des sujets qui devraient être évidents, mais qui trop souvent ne le sont pas : « Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité. » Quel acte fondamentalement idéaliste ce fut alors, pour les nations du monde,

d'être les premières à souscrire publiquement à cette Déclaration. Cet acte n'est toutefois pas né du hasard, mais d'une réaction face au mal, et j'utilise ce terme sciemment.

Ceux qui étudient l'Holocauste savent que les nazis ont pu commettre leurs crimes précisément parce qu'ils ont progressivement resserré le cercle de ceux qui étaient définis comme humains. Dès l'instant où ils ont pris le pouvoir, ils ont procédé, étape par étape, par le biais de lois et de campagnes de propagande, à la déshumanisation des malades mentaux, des infirmes, des gitans, des homosexuels et des juifs, tous ceux qu'ils considéraient comme « indignes de vivre ».

Bien entendu, cette zone sombre et froide de l'âme humaine, où certains déniaient à d'autres êtres humains d'abord la compréhension, puis la sympathie, et enfin la désignation même de personne humaine, n'est pas l'apanage de l'Allemagne nazie. Ce vice, cette capacité de déshumaniser, s'est manifestée de tous temps et en tous lieux. Et c'est précisément ce vice que la Déclaration a pour objectif de combattre.

Heureusement, au cours du demi-siècle qui a suivi l'adoption de la Déclaration, nous avons réussi à élargir progressivement le cercle de la dignité humaine pleine et entière. Grâce à ce texte, les gens et les nations disposent d'un critère pour mesurer les droits fondamentaux. Un grand nombre de pays qui sont apparus sur la scène internationale au cours des cinquante dernières années se sont inspirés de la Déclaration dans leurs propres constitutions. Les instances judiciaires se tournent vers la Déclaration ; elle constitue la base des décisions des tribunaux qui jugent les crimes de guerre ; et

elle a encouragé les gouvernements à établir leurs propres commissions de protection des libertés fondamentales.

Lors de la Conférence des Nations unies sur les droits de l'homme, tenue à Vienne en 1993, c'est la force de la Déclaration qui a inspiré l'établissement d'un Haut Commissariat aux droits de l'homme. Et permettez-moi de dire à quel point les Nations unies, et en fait le monde entier, ont de la chance que Mary Robinson en soit la responsable. Lors de la Quatrième Conférence mondiale des Nations unies sur les femmes, en 1995, c'est la force de cette Déclaration qui nous a permis de dire au monde entier que les droits de l'homme sont aussi les droits de la femme et que les droits de la femme sont aussi les droits de l'homme.

Et pourtant, en dépit de ces cinquante ans de progrès, nous n'avons pas suffisamment élargi le cercle de la dignité humaine. Il existe encore trop de nos semblables, hommes et femmes, qui sont privés des droits fondamentaux proclamés dans la Déclaration; un trop grand nombre contre lesquels nous nous sommes endurcis et dont nous ne voyons pas, n'entendons pas, ne ressentons pas les souffrances.

L'étude de l'histoire démontre que chaque nation a eu ses moments d'aveuglement et exclu certaines personnes du cercle promis de la pleine humanité. Prenons l'exemple de mon propre pays. Nous avons, aux Etats-Unis, connu nos difficultés et appliqué de manière sélective ou inégale les droits établis par la Constitution américaine. Les pères fondateurs de la nation, dont la conception de la dignité humaine était tellement en avance sur son temps et qui proclamaient dans la Déclaration d'indépendance que «tous les hommes naissent égaux», ont néan-

moins inscrit l'esclavage dans le texte de la Constitution. Il a fallu près de deux cent vingt années, parfois sanglantes et agitées, pour étendre les avantages de la citoyenneté aux Américains de descendance africaine, à ceux qui n'étaient pas propriétaires, et aux femmes. Eleanor Roosevelt, elle-même, dut attendre l'âge de trente-cinq ans avant d'avoir le droit de voter.

Même aujourd'hui, nous limitons le cercle de l'humanité en choisissant de ne pas voir certaines choses. Les Noirs d'Afrique du Sud décrivent ce que c'était que de travailler toute la journée dans un environnement blanc où ils étaient pratiquement invisibles. Dans les Balkans, des gens s'obstinent à nier l'humanité de ceux dont l'héritage culturel est différent du leur. Nous-mêmes, dans le monde industrialisé, choisissons souvent de ne pas voir le travail forcé des enfants qui ont fabriqué nos beaux tapis ou nos chaussures confortables.

Mais surtout, nous sommes encore trop souvent aveugles aux injustices commises à l'égard des femmes. Nous choisissons de ne pas voir l'injustice des appareils judiciaires qui, dans le monde entier, continuent de traiter les femmes comme des citoyens de classe inférieure. Les femmes reçoivent encore trop souvent une partie moindre de leur héritage que leurs homologues masculins. Les lois inéquitables sur le divorce maintiennent les femmes prisonnières de mariages cruels. De plus, devant certains tribunaux, le témoignage d'un homme vaut celui de deux femmes.

Nous portons également des œillères dans d'autres domaines. Nous choisissons de ne pas voir les contributions des femmes à la vie économique de nos pays. Les femmes sont trop souvent victimes de discrimination en matière

de prêts bancaires, de premiers emplois et de promotions. On leur refuse un salaire égal à celui des hommes, voire tout salaire. De plus, les femmes sont victimes de la pauvreté de façon disproportionnée, puisqu'elles représentent soixante-dix pour cent des pauvres du monde entier.

Nous limitons aussi le cercle de l'humanité par ce que nous choisissons de ne pas entendre. La liberté et l'égalité de tous dépendent avant tout de l'aptitude des citoyens à faire véritablement entendre leur voix.

Le fait que, même au cours de la rédaction du texte de la Déclaration universelle, il y a eu des débats au sujet du vote des femmes, est révélateur. La version initiale de l'article premier affirmait : « Tous les hommes naissent égaux. » Il a fallu que les femmes membres de la Commission, menées par l'Indienne Hansa Metha, fassent remarquer que « tous les hommes » pourrait être interprété comme excluant les femmes. Ce n'est qu'après de longs débats que le texte a été modifié pour devenir « Tous les êtres humains naissent libres et égaux. »

Aujourd'hui, nous continuons de faire la sourde oreille à la voix d'un grand nombre de femmes. Celles-ci sont trop souvent empêchées de participer à la vie politique de leur pays. En de trop nombreux lieux, les fillettes et les femmes n'apprennent jamais à s'exprimer à haute voix (...) Deux tiers des cent trente millions d'enfants non scolarisés sont des filles. Deux tiers des quatre-vingt-seize millions d'analphabètes du monde sont des femmes (...)

La liberté d'expression et la liberté de la presse, le droit de pétition auprès du gouvernement et le droit de s'assembler, sont essentiels. Mais réfléchissez à quel point ces droits sont

plus faibles dans les pays où la majorité des jeunes femmes sont illettrées. Des droits qui ne sont pas protégés ou appliqués dans les faits ne sont pas de véritables droits.

Nous limitons encore le cercle des droits de la personne par ce que nous choisissons de ne pas ressentir. Comme le demandait Eleanor Roosevelt : « Quand notre conscience deviendra-t-elle sensible au point de nous pousser à agir pour prévenir la misère humaine plutôt que pour la venger ? » Trop souvent, la souffrance des femmes est banalisée, expliquée comme un « phénomène culturel ». C'est peut-être pour cette raison que les femmes ne bénéficient pas de soins médicaux adéquats, notamment en matière de planification familiale. Cela explique peut-être aussi pourquoi les mutilations génitales, subies dans certains pays par plus de quatre-vingt-dix pour cent des femmes, continuent d'être pratiquées.

Peut-être est-ce également pourquoi la violence intra-familiale et sexuelle reste la violation des droits de la personne la plus grave, la moins rapportée et la plus répandue dans le monde. Dans pratiquement tous les pays du monde, la violence intra-familiale est l'une des principales causes de blessures des femmes. Dans mon pays, trente pour cent des femmes victimes de meurtres sont tuées par un partenaire, actuel ou ancien. Comme l'a dit la secrétaire d'Etat Madeleine Albright, la violence familiale ne peut jamais être expliquée, comme c'est si souvent le cas, comme faisant partie des normes d'un pays, ou comme relevant d'un ensemble de conceptions personnelles de la vie familiale. Nous devons le proclamer suffisamment haut et fort pour que le monde entier nous entende : la violence envers les femmes n'est pas simplement culturelle ; nous sommes

d'avis qu'elle est criminelle.

C'est peut-être pourquoi le viol et les agressions sexuelles continuent d'être des tactiques de guerre. J'ajouterais que la plus cruelle des injustices est que pour de nombreuses femmes, la plupart des guerres ne se terminent pas par la paix, mais par des crises qui font d'elles et de leurs enfants des réfugiés dont les conditions de vie ne font que se détériorer. Les femmes et les enfants représentent en effet quatre-vingts pour cent des vingt-trois millions de réfugiés du monde.

La pleine reconnaissance des droits de la femme est restée une tâche inachevée de ce XX^e siècle turbulent (...)

Comme j'ai eu le privilège de voyager dans le monde entier, j'ai rencontré d'innombrables femmes qui ne connaissent pas la Déclaration et ses promesses, mais disent avec éloquence leur conviction qu'elles méritent le respect et un meilleur traitement dans leurs familles, sur leur lieu de travail et au sein de la société.

Et pourtant, certains critiques continuent à écarter les souffrances des femmes en les considérant d'une importance mineure. Le sont-elles vraiment? En 1958, Eleanor Roosevelt écrivait: «Où commencent les droits de l'homme? Dans des lieux modestes, si proches et si humbles qu'ils n'apparaissent sur aucune carte géographique du monde. Pourtant, ces lieux sont le monde quotidien de chacun, les quartiers dans lesquels nous vivons, les usines, les fermes ou les bureaux où nous travaillons. Tels sont les lieux où chaque homme, chaque femme et chaque enfant recherche une justice équitable, l'égalité des chances, la pleine dignité, sans discrimination. Si ces droits n'ont pas de sens en ces lieux, ils en ont vraisemblablement fort peu ailleurs.»

Pour d'autres détracteurs, les atteintes aux droits de la personne sont anodines. Un rapport publié cette semaine par la Commission Carnegie au sujet de la prévention des conflits meurtriers prouve pourtant le contraire. Selon ce document, «une recrudescence de violations graves des droits de l'homme est presque toujours un signe annonciateur de tragiques événements, tels que des flux massifs de réfugiés et des guerres civiles».

D'autres encore considèrent que les droits de l'homme sont un luxe occidental, qu'ils ne sont pas inaliénables, mais étrangers. Mais je suis convaincue, et les femmes que j'ai entendues le sont également, que les droits de l'homme sont tout aussi essentiels à la vie que l'air ou l'eau et qu'ils sont perçus, au-delà des cultures et des traditions, comme innés. Les femmes que j'ai rencontrées ne considèrent pas les droits de l'homme comme un concept étranger inventé par des théoriciens. Elles savent, au plus profond de leur être et en dépit de tout ce que leur inculquent la culture et les traditions, que ce sont des droits divins qui leur ont été conférés à leur naissance (...) Car si ces droits ne sont pas innés, comment se fait-il que tout au long de l'histoire, les peuples aient lutté si vaillamment pour les faire reconnaître?

De manière paradoxale, ce sont les violeurs de ces droits qui permettent de prouver leur universalité. Pourquoi ceux qui ont déshonoré l'humanité s'acharneraient-ils à effacer leurs traces s'ils n'avaient pas conscience du mal qu'ils ont fait? Les nazis ont essayé de cacher leurs camps de concentration. Le communisme a dissimulé sa terreur à l'ombre du rideau de fer. D'innombrables corps ont été enfouis dans la terre durcie de la Bosnie et dans les forêts profondes du Rwanda. Dans l'ensem-

ble du continent américain, des gens et des idées ont « disparu ».

Pourquoi s'en préoccuper ?

Parce que les droits de l'homme transcendent les régimes individuels et les coutumes. Les convictions énoncées dans la Déclaration universelle des droits de l'homme n'ont pas été inventées il y a cinquante ans. Elles ne sont pas l'œuvre d'une culture ou d'un pays donnés. Elles font partie de notre patrimoine depuis toujours, depuis l'aube de la civilisation. Sophocle en parlait il y a deux mille cinq cents ans lorsqu'il faisait déclarer à Antigone qu'il y avait des principes moraux supérieurs à la loi des rois de Thèbes. P.C. Chang, qui contribua à la rédaction de la Déclaration universelle, a noté que Confucius les avait énoncés dans la Chine antique. La croyance que nous devons respecter notre prochain comme nous nous respectons nous-même est au cœur des enseignements de toutes les grandes religions du monde. Les principes énoncés dans la Déclaration, dont nous marquons la naissance aujourd'hui, n'ont pas été élaborés, mais révélés ; chaque grande religion les a exposés et en a enseigné la vérité.

Si je déchirais cette Déclaration, les valeurs qu'elle proclame perdureraient. Si je la brûlais, sa signification resterait entière.

Si j'interdisais à quelqu'un d'en entendre les mots, ils résonneraient plus fort que jamais dans le cœur des hommes et des femmes.

C'est parce que chaque époque a ses moments d'aveuglement que nous devons à présent, à l'aube d'un nouveau millénaire, examiner notre œuvre inachevée. Nous devons nous atteler de nouveau à la tâche de parachever une fois pour toute le cercle des droits de l'homme. Nous devons nous attacher à voir plus nettement, à entendre plus clairement, à

sentir plus pleinement.

Mais nous devons faire quelque chose de plus. Nous devons appuyer les démocraties, les nouvelles autant que les anciennes, qui œuvrent en vue de la réalisation des aspirations qu'incarne cette Déclaration.

Il est grand temps que nous, en tant que communauté internationale, nous engagions une fois pour toutes : nous n'avons plus d'excuses à invoquer. Nous voici arrivés à la fin du XX^e siècle, un siècle déchiré à de multiples reprises par des guerres. Si l'histoire de ce siècle nous a appris quelque chose, c'est que lorsque la dignité d'un individu ou d'un groupe, quel qu'il soit, est compromise par un déni de ce qu'il est, (...) nous ouvrons la porte au cauchemar.

Par contre, si ce siècle nous a enseigné une leçon rédemptrice, c'est qu'en élargissant le cercle des droits civiques et de la dignité humaine pour y inclure tout le monde, sans exception, nous aurons jeté les bases permettant à de nouveaux espoirs de s'épanouir.

Alors marchons vers cet espoir, et agissons en sachant bien que cette voie n'est jamais facile. Car si les droits de l'homme sont éternels, la lutte à livrer pour les obtenir l'est aussi. Les ombres du cœur humain peuvent se réduire ; elles ne peuvent pas disparaître. C'est donc d'un regard réaliste que nous devons considérer la question des droits de l'homme. Et c'est les mains propres et le cœur ouvert que nous devons, en ce cinquantenaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, réaffirmer notre détermination d'œuvrer en vue de leur pleine réalisation.

Démocratie et droits de l'homme, journal électronique de l'USIA, Vol. 3, No. 3, Octobre 1998

Droits de l'homme : le passé et l'avenir

Interview de John Shattuck

John Shattuck est secrétaire d'Etat adjoint à la Démocratie, aux Droits de l'homme et au Travail, poste qu'il quittera bientôt parce qu'il a été nommé ambassadeur des Etats-Unis auprès de la République tchèque. Le 28 septembre 1998, il a accordé cette interview au rédacteur Rick Marshall.

Question – La Déclaration universelle des droits de l'homme aura cinquante ans en décembre prochain. De nombreuses organisations se préparent à commémorer cet événement. Que pensez-vous qu'on ait accompli, au cours du demi-siècle passé, sur le plan des droits de l'homme?

M. Shattuck – A mon avis, les cinquante dernières années ont été marquées, à bien des titres, par un énorme paradoxe. D'une part, c'est une époque où ont été posées les bases de la primauté du droit à l'échelle internationale. La Déclaration universelle des droits de l'homme et l'Organisation des Nations unies ont incarné un effort mondial visant à éliminer à jamais le genre d'abus dont le monde avait été témoin



John Shattuck, secrétaire d'Etat adjoint à la Démocratie, aux Droits de l'homme et au Travail

pendant la Deuxième Guerre mondiale et l'Holocauste. Elles ont donné à des millions de gens épris de liberté et réclamant le respect de leurs droits fondamentaux la possibilité de faire entendre leur voix, car autrement personne ne leur aurait prêté attention.

D'autre part, durant ces cinquante dernières années, nous avons assisté à des atteintes permanentes aux libertés fondamentales. Pendant la guerre froide, par exemple, les forces staliniennes ont étouffé les aspirations à la liberté en Europe de l'Est, ce qu'elles avaient déjà fait en Union soviétique. Ce phénomène a eu lieu également dans certaines régions d'Asie, notamment en Chine.

Dans le même temps, notre pays était aux prises avec le terrible legs de l'esclavage et les efforts qui avaient été faits dans le passé pour détruire les civilisations amérindiennes. C'était l'autre aspect du paradoxe.

En ce qui concerne les Etats-Unis, nous avons assisté, durant cette période, à un mouve-

ment intérieur extrêmement puissant pour reléguer dans le passé les terribles violations des droits de l'homme et des libertés civiles qui avaient eu lieu du temps de l'esclavage et dans la période qui avait suivi, ou tout au moins pour y remédier. Nous avons également assisté à quelques progrès dans la reconnaissance de l'importance des droits des populations indigènes et fait de grands pas en avant pour donner une voix et des droits aux autres groupes défavorisés sur ce plan, en particulier les femmes, mais aussi à d'autres groupes et minorités ethniques dans ce grand creuset que sont les Etats-Unis.

Mais il nous reste encore un long chemin à parcourir et nous continuons à avancer sur cette voie.

A bien des titres, le progrès des droits de l'homme, principalement durant cette période, a été symbolisé par l'avènement en Afrique du Sud d'une démocratie multiraciale issue des ruines et de la dévastation causées par l'apartheid. Des victoires ont donc été remportées, même si de nombreux abus horribles ont continué d'être perpétrés.

Dernièrement, bien sûr, nous avons assisté à l'apparition de terribles conflits qui ont mené au génocide, notamment au Rwanda et dans l'ex-Yougoslavie. Ces événements nous rappellent constamment qu'aussi admirables que soient les droits de l'homme en théorie, des dirigeants cyniques peuvent attiser des conflits, et détruire des pays entiers et de vastes populations civiles par leurs manipulations.

Question – Quel rôle le mouvement en faveur des droits de l'homme a-t-il joué dans l'histoire de ce demi-siècle ?

M. Shattuck – Le mouvement en faveur des droits de l'homme a acquis une légitimité croissante au cours des cinquante années passées. C'est un mouvement qui reflète les forces positives croissantes de la mondialisation et le désir qu'ont tous les êtres humains de mener leur vie dans une atmosphère de liberté et de paix relative. Si bien que lorsque le monde s'est uni pour adopter un document tel que la Déclaration universelle des droits de l'homme et le projeter sur ces cinq décennies, cela a constitué une force puissante de légitimation. Je pense que la Déclaration universelle a joué un rôle dans le processus d'Helsinki en ex-Union soviétique et en Europe de l'Est.

Je pense également que la Déclaration influence ceux qui luttent en faveur des droits de l'homme en Chine, en Indonésie, en Birmanie et au Nigeria, des pays dans lesquels des régimes autoritaires très puissants ont réussi à supprimer les droits de l'homme. En fin de compte, de fortes pressions s'exercent pour changer ces régimes. Je crois que les aspirations des populations aux droits de l'homme et la légitimité que leur confère la Déclaration universelle ont un impact. Il existe un rapport entre ce qui se passe dans un pays et ce que la communauté internationale considère comme légitime.

Un événement majeur qui s'est produit peu après la venue au pouvoir du gouvernement actuel a été la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, la Conférence de Vienne. Là, pour la première fois, les pays du monde ont dépassé les termes de la Déclaration universelle et adopté la position selon laquelle les droits de l'homme sont un sujet légitime de la diplomatie et des discussions internationales. C'était très important. On a même vu des pays comme

la Chine adopter à contrecœur ce principe avec un grand nombre d'autres pays qui estimaient que les problèmes internes d'un pays ne pouvaient pas être considérés sous l'angle des droits de l'homme.

Je pense aussi que nous avons vu pour la première fois, au cours de ces cinq dernières années, la formation de coalitions internationales ayant pour seul but de résoudre des crises relatives aux droits de l'homme. Ce fut le cas en Haïti et, très tardivement, en Bosnie. Habituellement, les coalitions internationales, en particulier celles qui ont une composante militaire, se forment en fonction de considérations d'intérêt purement national. Or, dans ces derniers cas, elles se sont constituées, avec le soutien des Nations unies, presque uniquement en réaction à d'odieuses violations des droits de l'homme.

Ma plus grosse déception, durant cette période, a été le fait que la terrible crise du Rwanda n'a pas donné lieu à temps à un consensus international en faveur d'une action directe pour sauver les quelque cinq cent mille personnes qui ont été tuées dans le génocide. Je crois cependant qu'un précédent a été établi avec Haïti et avec la Bosnie et que, grâce à la volonté internationale qui se manifeste de façon croissante à l'égard du Kosovo, la communauté internationale pourra prendre des mesures pratiques pour faire face aux pires violations des droits de l'homme.

Il reste cependant encore bien du chemin à parcourir avant que l'on ne parvienne à un mécanisme international véritablement efficace, c'est-à-dire doté des moyens de faire appliquer ses décisions.

Question – A votre avis, où en seront les droits de l'homme dans cinquante ans?

M. Shattuck – Il se manifeste, selon moi, de nombreuses tendances contradictoires. Si les bonnes tendances peuvent venir à bout des mauvaises, le système de protection internationale des droits de l'homme pourra beaucoup progresser. Mais cela impliquera une acceptation beaucoup plus générale du principe selon lequel la communauté internationale peut légitimement se préoccuper des affaires internes d'un pays lorsqu'elles affectent gravement les droits fondamentaux de ses citoyens. A l'heure actuelle, ce principe n'est pas aussi largement accepté qu'il devrait l'être.

Cela signifiera que la tendance croissante aux conflits ethniques et religieux devra être enrayée par des mécanismes internationaux de prévention, un ensemble de moyens diplomatiques et parfois militaires, et grâce au développement des sociétés civiles. Jusqu'à maintenant, nous n'avons pas élaboré de mécanisme très efficace pour régler ces conflits ethniques avant qu'ils n'échappent à tout contrôle.

Je pense que l'économie mondiale devra s'accompagner d'un respect croissant des droits internationaux fondamentaux des travailleurs et mettre les populations vulnérables, notamment les femmes et les enfants, à l'abri de toute exploitation. Les Etats-Unis ont pris la tête des efforts visant à assurer la mise en place de ces protections, mais il y a beaucoup de pays qui s'y opposent.

J'estime également que notre pays va devoir continuer à prendre des mesures pour reconnaître les mécanismes internationaux indispensables à la protection des droits de l'homme, notamment en ratifiant divers traités.

Les Etats-Unis ont pris une part très active à leur élaboration et nous étions présents lorsque la Déclaration universelle a vu le jour. Il nous appartient maintenant d'approuver pleinement les mécanismes juridiques internationaux relatifs aux droits de l'homme.

Nous allons devoir également mettre au point de meilleurs appareils judiciaires internationaux. Nous avons fait un premier pas en créant pour la première fois des tribunaux habilités à juger les cas de génocide et de crime contre l'humanité en ex-Yougoslavie et au Rwanda. Mais nous devons maintenant prendre des mesures pour élaborer un appareil judiciaire international efficace allant dans le sens des idées débattues ces dernières années à propos de la Cour pénale internationale. Il y a de nombreux désaccords sur les détails mais, en fin de compte, nous avons besoin d'un système capable de sévir contre les auteurs des terribles abus qui sont perpétrés dans de nombreux pays en dehors du Rwanda et de l'ex-Yougoslavie.

Un grand nombre de questions figurent au programme des cinquante prochaines années. Tout ce temps sera nécessaire pour les résoudre. Il s'agit, dans tous les cas, de problèmes qui ne seront pas réglés du jour au lendemain. J'ose espérer que lorsqu'on célébrera le centenaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, une partie ou même la totalité de ces mécanismes auront été beaucoup plus développés qu'ils ne le sont actuellement.

Démocratie et droits de l'homme, journal électronique de l'USIA, Vol. 3, No. 3, Octobre 1998

Points de vue sur les droits de l'homme

Réflexions de membres du Congrès des Etats-Unis, de hauts responsables des Nations unies et de quatre défenseurs des droits de l'homme

Le Congrès des Etats-Unis

Le 14 septembre, la Chambre des représentants des Etats-Unis, avec l'assentiment du Sénat, a adopté à une majorité écrasante une résolution portant sur la célébration du cinquantenaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Dans cette résolution, le corps législatif américain affirme « l'attachement des Etats-Unis aux droits fondamentaux tels qu'ils ont été énoncés il y a un demi-siècle » et exprime sa « détermination d'œuvrer en vue de l'application des accords internationaux relatifs aux droits de l'homme et à leur respect ».

On trouvera ci-après certaines réflexions du député Tom Lantos (démocrate de Californie), coprésident du Bloc de la Chambre sur les droits de l'homme, et du Sénateur Alfonse D'Amato (républicain du New York), coprésident de la commission sénatoriale sur la sécurité et la coopération en Europe, ainsi que le texte de la résolution.)

M. Tom Lantos, Chambre des représentants des États-Unis

IL CONVIENT, à la marque des cinquante ans, que nous réaffirmions notre attachement, celui de cette assemblée et celui de la nation, à ce document d'une importance capitale. La proclamation de la Déclaration universelle est l'un des événements les plus monumentaux de l'histoire des droits de l'homme. La définition de ces droits telle qu'elle est contenue dans la Déclaration est acceptée à l'échelle internationale, et son texte continue de servir de base aux lois et aux traités internationaux adoptés depuis en la matière.

Bien entendu, je ne suis pas naïf. Je sais qu'en réalité, dans un grand nombre de pays, la Déclaration universelle des droits de l'homme reste lettre morte. Aussi est-il d'autant plus important, compte tenu de cette douloureuse réalité, que nous réaffirmions solennellement notre attachement aux principes exprimés dans ce document.

Les auteurs de la Déclaration universelle n'ont pas cherché à inventer de nouveaux concepts et de nouveaux droits politiques qui seraient accordés aux populations du monde entier; ils ont voulu définir les droits fondamentaux qui sont l'essence de notre humanité. Le but de la Déclaration universelle était d'énumérer ces droits et d'établir des normes auxquelles toutes les nations devraient se conformer.

Les pays qui, en 1945, lors de la Conférence de San Francisco, ont fondé les Nations unies (...) sont parvenus à la conclusion qu'il fallait élaborer de nouveaux instruments et mécanismes internationaux afin de protéger les

droits fondamentaux de tous les êtres humains. Ils réagissaient directement aux atrocités commises par l'Allemagne nazie et par d'autres pendant la Deuxième Guerre mondiale, conflit durant lequel les droits fondamentaux furent violés de façon systématique et sans précédent, entraînant des souffrances d'une ampleur inconcevable.

En 1946, les Nations unies ont établi la Commission des droits de l'homme, principal organisme décisionnel chargé de la défense des droits de l'homme à l'échelle mondiale. Sa première présidente a été Eleanor Roosevelt, veuve du président Franklin Roosevelt. Sous sa direction éclairée, la Commission entreprit d'établir un répertoire complet et universel des définitions des droits de l'homme susceptibles de servir de fondement aux futures initiatives de codification de la protection des droits de l'homme.

Le 10 décembre 1948, après presque mille quatre cents votes sur pratiquement chaque mot du projet de déclaration, l'Assemblée générale, réunie au Palais de Chaillot, à Paris, a adopté à l'unanimité la Déclaration universelle des droits de l'homme. C'est pourquoi nous célébrons chaque année à cette même date la Journée internationale des droits de l'homme. Depuis, quelque soixante traités et déclarations concernant ces droits ont été négociés aux Nations unies, sur les bases de la Déclaration universelle.

Malheureusement, nombre des droits énoncés dans la Déclaration universelle sont battus en brèche dans le monde entier. J'encourage mes collègues à se joindre à moi et à poursuivre notre lutte en faveur de tous les droits pour tous les êtres humains, même si cela exige

parfois des décisions impopulaires. En tant que seule superpuissance, nous avons une obligation mondiale particulière envers les pauvres, les torturés, les persécutés, les réfugiés et ceux dont on ignore la voix. Tout engagement incomplet en vue de la protection des droits de l'homme serait une trahison de nos propres convictions en tant que nation, et un manquement à nos responsabilités telles qu'elles sont énoncées dans notre Constitution et dans notre Déclaration des droits.

M. Alfonse D'Amato,
Sénat des Etats-Unis

LE 10 DÉCEMBRE 1948, les Nations unies ont adopté la Déclaration universelle des droits de l'homme. Des visionnaires tels qu'Eleanor Roosevelt et René Cassin sont parvenus à produire un document qui confirme la dignité de tous les êtres humains. Et les cinquante premières années de la mise en œuvre de la Déclaration universelle ont légué au monde un héritage durable.

La Déclaration a balayé l'idée selon laquelle la souveraineté nationale protégeait les gouvernements de l'examen de leurs actions dans le domaine des droits de l'homme. Auparavant, tout pays pouvait prétendre que la manière dont il traitait ses ressortissants était strictement une question interne, échappant à ce titre à tout examen international. Aux lendemains de l'Holocauste, la Déclaration universelle a exprimé la révolte du monde entier devant ce principe traditionnel des relations internationales et a formulé une nouvelle norme : la manière dont un pays traite ses propres ressortissants est un sujet de préoccupa-

tion légitime pour tous les pays, et ne relève pas uniquement des affaires intérieures.

La Déclaration universelle dresse la liste des droits inaliénables et universels pouvant faire l'objet d'un examen. Elaborée à partir des références aux droits de l'homme contenues dans la Charte des Nations unies, elle jette les fondations sur lesquelles repose chaque accord régional et mondial en matière de droits de l'homme. Bien qu'à l'origine un petit nombre de pays se soient abstenus d'y souscrire, elle est considérée aujourd'hui comme ayant force de loi universelle, y compris pour les Etats nouvellement créés. Si certains pays se permettent d'« interpréter » la Déclaration universelle dans leur propre intérêt, aucun n'ose la dénoncer ouvertement.

Mais la lutte pour le respect de ces droits n'est pas encore gagnée. Depuis la fin de la guerre froide, de vieux antagonismes ont ressurgi et de nouvelles ambitions ont vu le jour, aboutissant à des génocides sanglants et à d'autres violations des droits de l'homme dans le monde entier, du Kosovo au Soudan en passant par la Birmanie. Il reste beaucoup à faire pour que ces droits deviennent réels et applicables à tous les être humains. Bien qu'ils soient dits « universels », ces droits représentent également des valeurs fondamentalement américaines et ont, de ce fait, le plein appui du peuple américain.

Texte de la Résolution

CONSIDERANT que le 10 décembre 1948, l'Assemblée générale des Nations unies a proclamé la Déclaration universelle des droits de l'homme, texte qu'elle avait auparavant adopté sans une seule voix d'opposition ;

CONSIDERANT que la Déclaration universelle des droits de l'homme a été modélisée sur la Déclaration des droits de la Constitution des Etats-Unis et que les Etats-Unis ont joué un rôle directeur dans son élaboration, notamment par l'entremise d'Eleanor Roosevelt en qualité de présidente de la Commission des droits de l'homme des Nations unies ;

CONSIDERANT que la Déclaration universelle des droits de l'homme énonce les libertés et les droits fondamentaux de la personne, à savoir le droit à la vie, à la liberté, à la sécurité personnelle ; la liberté de religion ; la liberté d'opinion et d'expression ; la liberté de réunion ; le droit à s'autogouverner au moyen d'élections libres ; la protection contre l'esclavage et la torture ; le droit à un procès impartial et à l'égalité devant la loi ; la présomption d'innocence ; le droit de ne pas être soumis à des lois rétroactives ; la liberté de mouvement à l'intérieur de son propre pays et le droit de le quitter et d'y retourner ; le droit d'asile ; le droit à la nationalité ; le droit de fonder une famille ; le droit à la protection contre les ingérences arbitraires dans sa vie privée, sa famille, son domicile, ou sa correspondance ; le droit de propriété ; le droit à la sécurité sociale et au travail ; le droit de former des syndicats du travail et d'y adhérer ; le droit à un niveau de vie adéquat, à l'éducation, au repos et aux loisirs ; et le droit de participer à la vie culturelle de la collectivité ;

CONSIDERANT que la Déclaration universelle des droits de l'homme est devenue le document le plus largement accepté identifiant les droits de l'homme et qu'il y est fait référence dans de multiples résolutions et pactes adoptés par de nombreuses organisations internationales, dans des traités multilatéraux

et bilatéraux, dans des constitutions nationales et dans des lois et décrets locaux ; et

CONSIDERANT que la Déclaration universelle des droits de l'homme, bien qu'elle ne soit pas un traité ou un accord international ayant force de loi, représente l'idéal commun que tous les peuples et toutes les nations devront s'efforcer de réaliser ;

LA CHAMBRE des représentants (avec l'assentiment du Sénat) a résolu que le Congrès :

(1) Réaffirme l'attachement des Etats-Unis aux droits de l'homme fondamentaux énoncés il y a un demi-siècle dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, qui rappellent les droits civils et humains inscrits dans la Déclaration d'indépendance et dans la Constitution des Etats-Unis, et en particulier dans la Déclaration des droits ;

(2) Exprime la détermination d'œuvrer en vue du respect des droits universels de l'homme et de l'exécution des accords internationaux relatifs à ceux-ci ; et

(3) Encourage les responsables des gouvernements de tous les pays, les représentants des organisations internationales privées intervenant dans le domaine des droits de l'homme, les chefs entreprises et les responsables syndicaux, les responsables des gouvernements locaux et tous les Américains à utiliser la Déclaration universelle des droits de l'homme comme instrument de promotion de la tolérance, de la compréhension et d'un plus grand respect des droits de l'homme.

ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
LE 14 SEPTEMBRE 1998.

Les Nations unies

M. Kofi Annan est le septième secrétaire général des Nations unies. Depuis le 1er décembre 1997, date de son entrée en fonctions pour quatre ans, le secrétaire général s'est exprimé à de nombreuses reprises et sur plusieurs continents au sujet des droits de l'homme. On trouvera ci-après certaines de ses réflexions sur les droits de l'homme, extraites de ses récentes allocutions. Ces citations, ainsi que d'autres, figurent à la page d'accueil des Nations unies sous le titre de « Kofi Annan dans le texte ».

Le 12 septembre 1997, Mme Mary Robinson est devenue la deuxième haute commissaire des Nations unies aux droits de l'homme. Deux mois plus tard, le 11 novembre, elle a prononcé un discours à l'université d'Oxford, en Angleterre, au cours duquel elle a parlé de la signification de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Auparavant, de 1990 à 1997, Mme Robinson a été présidente de la République d'Irlande. Des extraits de sa conférence d'Oxford font suite aux propos du secrétaire général.

M. Kofi Annan, secrétaire général de l'ONU

JE SUIS CONSCIENT que certains considèrent ce souci [pour les droits de l'homme] comme un luxe des pays riches que l'Afrique ne peut pas encore se permettre. Je sais que d'autres l'envisagent comme une contrainte, voire un complot, des pays occidentaux industrialisés. De tels propos me paraissent dégradants, car ils trahissent un total mépris du profond désir de dignité qui habite tout Africain.

DÉCLARATION FAITE À L'OCCASION DE LA
CONFÉRENCE ANNUELLE DES CHEFS D'ÉTAT ET DE
GOUVERNEMENT DE L'ORGANISATION DE L'UNITÉ
AFRICAIN (OUA), HARARE, LE 2 JUIN 1997

Les mères africaines ne pleurent-elles pas lorsque leurs fils ou leurs filles sont tués ou blessés par des agents de la répression? Les pères africains ne souffrent-ils pas lorsque leurs enfants sont injustement emprisonnés ou torturés? L'Afrique tout entière ne se sent-elle pas appauvrie lorsque l'un de ses brillants hérauts est réduit au silence?

DÉCLARATION FAITE À L'OCCASION DE LA
CONFÉRENCE ANNUELLE DES CHEFS D'ÉTAT ET DE
GOUVERNEMENT DE L'ORGANISATION DE L'UNITÉ
AFRICAIN (OUA), HARARE, LE 2 JUIN 1997

(...) la liberté ne connaît pas de frontières, il suffit qu'une voix s'élève et appelle à la liberté dans un pays pour redonner courage à ceux qui sont à l'autre bout du monde.

DISCOURS PRONONCÉ À LA BIBLIOTHÈQUE
JOHN FITZGERALD KENNEDY, BOSTON,
LE 6 JUIN 1997

La violence contre les femmes est devenue l'atteinte aux droits de l'homme la plus répandue, une violation qui ignore les frontières de la géographie, de la culture ou de la richesse.

ALLOCUTION PRONONCÉE À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
DE L'ONU LORS DE L'OUVERTURE DE SA 52^E
SESSION, NEW YORK, LE 22 SEPTEMBRE 1997

Mais il ne faut pas qu'il y ait le moindre doute là-dessus : nos comportements sont régis par certaines règles tout à fait essentielles que nul ne peut enfreindre. Les droits fondamentaux de l'homme sont inscrits dans la nature de l'homme, ils forment la trame même de l'existence.

DISCOURS PRONONCÉ AU DÎNER ANNUEL DE
BIENFAISANCE AYANT POUR THÈME « L'HISTOIRE
ET NOUS », NEW YORK, LE 14 OCTOBRE 1997

Négation de la dignité humaine, l'esclavage fait honte à tous ceux qui clament leur compassion pour les déshérités et se veulent les champions des plus faibles et des plus vulnérables d'entre nous. La défense des droits de l'homme ne vise rien d'autre qu'affranchir tous les habitants de la planète de la servitude et de la contrainte, et ce dans tous les aspects de leur vie. Pourtant, alors que nous sommes parvenus au seuil d'un nouveau millénaire, nous constatons non seulement que l'esclavage subsiste sous sa forme traditionnelle, mais que de nouvelles formes d'esclavage ont fait leur apparition. Dans le monde entier, des centaines de milliers de gens vivent et meurent comme des esclaves, d'une façon ou d'une autre.

MESSAGE PUBLIÉ À L'OCCASION DE LA JOURNÉE
MONDIALE POUR L'ABOLITION DE L'ESCLAVAGE,
LE 2 DÉCEMBRE 1997

Lorsqu'on évoque le droit à la vie, au développement, à la différence et à la diversité, on ne parle de rien d'autre que de tolérance, cette tolérance qu'il nous faut promouvoir, préserver et consacrer pour garantir toutes les libertés. Sans elle, celles-ci restent incertaines. Selon le mot d'un sage : « La foi suscite le respect ; le fanatisme appelle la haine. » (...) Les droits de l'homme sont l'expression de ces valeurs de tolérance propres à toutes les cultures, qui sont le fondement de la paix et du progrès. (...) Ces droits ne sont étrangers à aucune culture et sont inhérents à toutes les nations. (...) La tolérance et l'indulgence ont, de tout temps et dans toutes les cultures, été des idéaux devant régir la conduite des affaires publiques aussi bien que privées. Aujourd'hui, ces idéaux portent le nom de droits de l'homme.

ALLOCUTION PRONONCÉE À L'UNIVERSITÉ
DE TÉHÉRAN À L'OCCASION DE LA JOURNÉE DES
DROITS DE L'HOMME, LE 10 DÉCEMBRE 1997

On ne peut choisir entre les droits de l'homme, en ignorer certains pour insister sur d'autres. Ce n'est que s'ils sont appliqués de la même manière qu'ils peuvent être universellement acceptés. Ils ne peuvent pas non plus être appliqués sélectivement ou relativement, ni comme une arme pour punir autrui. Leur pureté est leur force éternelle.

ALLOCUTION PRONONCÉE À L'UNIVERSITÉ DE
TÉHÉRAN À L'OCCASION DE LA JOURNÉE DES DROITS
DE L'HOMME, LE 10 DÉCEMBRE 1997

Il n'y a pas de modèle unique de démocratie ni de droits de l'homme ni d'expression culturelle valable dans le monde entier. Mais, dans le monde entier, il faut qu'il y ait démocratie, respect des droits de l'homme et liberté d'expression culturelle.

ALLOCUTION PRONONCÉE À L'UNIVERSITÉ DE
TÉHÉRAN À L'OCCASION DE LA JOURNÉE DES DROITS
DE L'HOMME, LE 10 DÉCEMBRE 1997

A ceux qui disent que les droits de l'homme sont une notion occidentale, je répons ceci : les mères iraniennes ou africaines ne pleurent-elles pas lorsque leurs enfants sont torturés ? Ne sommes-nous pas tous affectés lorsque l'un de nos dirigeants est injustement emprisonné ? Ne souffrons-nous pas tous de l'arbitraire et de l'absence d'état de droit ? En quoi de tels sentiments sont-ils étrangers, en quoi sont-ils occidentaux ? Et si l'on parle du droit au développement, le besoin de vivre sa vie le plus pleinement possible, de réaliser ses rêves, n'est-il pas universel ? (...) Quand on parle avec les gens, quand on s'adresse à des victimes de la torture, a-t-on jamais entendu quiconque s'élever contre les droits de l'homme ? A-t-on jamais vu les gens rejeter les droits qui sont censés les protéger ? Dans tout ce que nous faisons, qu'il s'agisse de développement économique, de sécurité ou de quoi que ce soit d'autre, l'être humain occupe le devant de la scène. Et c'est de cela que nous parlons lorsque nous évoquons les droits de l'homme, l'expression culturelle, les droits politiques ou économiques.

CONFÉRENCE DE PRESSE À L'ISSUE DU SOMMET DE
L'ORGANISATION DE LA CONFÉRENCE ISLAMIQUE,
TÉHÉRAN, LE 11 DÉCEMBRE 1997

Nous devons réaffirmer les principes consacrés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, nous devons faire comprendre au public que ces droits sont les droits de chacun d'entre nous. Ce ne sont pas des droits que les gouvernements peuvent accorder ou retirer à leur guise. Non, ces droits sont intrin-

sèques, imprescriptibles. Et j'espère qu'à l'occasion du cinquantenaire de la Déclaration universelle, nous parviendrons à diffuser largement ce message.

CONFÉRENCE DE PRESSE TENUE AU SIÈGE DE L'ONU
LE 24 FÉVRIER 1998

Mme Mary Robinson, haute
commissaire des Nations unies
aux droits de l'homme

L'ANNÉE PROCHAINE, nous célébrerons le cinquantenaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Cette déclaration est, je crois, l'un des documents où s'expriment les plus grandes aspirations de l'histoire de l'humanité. Elle représente les espoirs et les rêves de gens encore marqués par deux guerres mondiales et par les craintes nouvelles émanant de la guerre froide, et entreprenant tout juste la grande libération des peuples qui est résultée du démantèlement des empires coloniaux européens.

La Déclaration universelle proclame les libertés fondamentales de pensée, d'opinion, d'expression et de conviction, et énonce le droit essentiel à la participation à la vie politique et à la représentativité du gouvernement. Mais elle proclame tout aussi fermement, et en y accordant une place égale, les droits économiques, sociaux et culturels, notamment le droit à l'égalité des chances. Elle se voulait « l'idéal commun que tous les peuples et toutes les nations devront s'efforcer de réaliser » et tous les êtres humains, sans distinction d'aucune

sorte, que ce soit de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinions politiques, d'origine nationale ou sociale ou de naissance, devaient pouvoir jouir des droits et libertés qu'elle énonçait.

Vingt ans après son adoption, les principes essentiels de la Déclaration ont été adoptés dans la Proclamation de Téhéran, en 1968. Ces droits et libertés ont fait l'objet d'un énoncé plus détaillé dans deux documents des Nations unies, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, entrés l'un et l'autre en vigueur en 1976.

La Déclaration universelle est un document vivant. Pour la commémorer en cette fin de millénaire, il faut dans le débat accorder une plus haute priorité aux questions actuelles et complexes relatives aux droits de l'homme: le droit au développement, la reconnaissance des droits des populations autochtones, les droits et l'émancipation des personnes handicapées, l'intégration de l'égalité des sexes dans tous les domaines, et les questions des critères et de la responsabilité dans l'application effective de ces droits.

Les gouvernements participants sont aujourd'hui bien plus nombreux que ceux qui étaient présents lors de la proclamation de la Déclaration, le 10 décembre 1948; bien plus nombreuses aussi sont les voix qui s'élèvent au sein de la société civile dans son ensemble. La difficulté consistera à susciter un engagement semblable en faveur d'une vision commune selon laquelle ces droits découlent des premières paroles du préambule de la Déclaration universelle: «Considérant que la reconnaissance de la dignité inhérente à tous les membres de la famille humaine et de leurs droits égaux et inaliénables constitue le fondement de la liberté, de la justice

et de la paix dans le monde (...)» et qu'ils relèvent d'une redéfinition des mêmes principes tels que nous les concevons aujourd'hui.

Le bilan de l'application des normes en matière de droits de l'homme suggère la nécessité de la mise en œuvre de méthodes novatrices. Alors que nous approchons du cinquantième anniversaire de la Déclaration universelle, j'ai dit à mes collègues que je ne voyais pas là motif à célébration. Si l'on fait le bilan de cinquante ans de mécanismes de promotion des droits de l'homme, de trente ans de programmes de développement et de beaux discours interminables, l'impact global apparaît dans toute sa médiocrité.

Il y a toujours une discrimination généralisée fondée sur le sexe, l'origine ethnique, les croyances religieuses et l'orientation sexuelle, et il y a toujours des génocides, deux durant cette décennie. Il existe quarante-huit pays dont un cinquième de la population vit dans ce que nous avons pris l'habitude d'appeler «la pauvreté absolue».

Un échec d'une telle énormité dans la mise en œuvre de nos résolutions nous fait honte. Tant d'efforts, d'argent et d'espoirs pour des résultats si médiocres. Nous nous abritons depuis trop longtemps derrière les effets de la guerre froide et autres facteurs invoqués comme obstacles aux actions internationales. Il est grand temps de nous attacher à tirer des enseignements de nos expériences. Et l'une des leçons que nous devons apprendre, et dont nous devons tenir compte dans la formulation de nos démarches, est que les droits sont, par essence, libérateurs (...)

© Copyright 1997, Bureau du haut commissaire aux droits de l'homme, Genève (Suisse).

Points de vue de quatre défenseurs des droits de l'homme

Le 15 avril 1998, au Palais des Nations, à Genève, les invités de la délégation des Etats-Unis à la Commission des droits de l'homme et des membres du Service d'information des Etats-Unis à Genève se sont réunis pour célébrer la publication d'un projet de rapport sur les « Défenseurs des droits de l'homme » rédigé par un groupe de travail des Nations unies. Trois des défenseurs les plus ardents des droits de l'homme se sont joint à l'assistance par le truchement de vidéocassettes : M. Kim Dae Jung, président de la République de Corée, M. Vaclav Havel, président de la République tchèque, et Mme Aung San Suu Kyi, secrétaire générale de la Ligue nationale pour la démocratie en Birmanie.

Par ailleurs, le 21 septembre 1998, un autre héros de la lutte pour les droits de l'homme, M. Nelson Mandela, président de la République sud-africaine, a exprimé ses pensées sur la Déclaration universelle des droits de l'homme devant l'Assemblée générale des Nations unies.

On trouvera ci-après des extraits des allocutions de ces quatre éminents défenseurs des droits de l'homme.

M. Kim Dae Jung, président de la République de Corée

DEPUIS L'AUBE DES TEMPS, partout où il y a eu des êtres humains, il y a eu des droits de l'homme.

Partout où il y a eu le pouvoir, on a porté atteinte aux droits de l'homme. Partout où il y a eu des atteintes aux droits de l'homme, il y a eu des gens qui se sont battus pour les défendre. Ce sont nos héros.

Jésus-Christ a dit : « Ceux qui servent les plus humbles de mes frères, ceux qui souffrent et ceux qui sont maltraités, servent Dieu. Et ceux qui ne les ont pas servis, n'ont pas servi Dieu. Et ils seront récompensés ou punis selon leur comportement. »

Le Bouddha a proclamé que la personnalité individuelle était la chose la plus noble de tout l'univers.

La tradition confucéenne affirme que les sujets ont le droit, au nom de tous les êtres humains, de destituer un roi qui transgresse les droits de son peuple.

Avec l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme, il y a cinquante ans, les nations du monde ont reconnu que les droits de l'homme étaient universels et fondamentaux. Depuis, un grand nombre d'organisations de défense des droits de l'homme, notamment la Commission des droits de l'homme des Nations unies, et de défenseurs des droits de l'homme ont consenti d'énormes sacrifices et déployé d'immenses efforts en faveur du respect des droits des opprimés dans le monde entier.

Je crois fermement que tant que les sacrifi-

ces et les efforts de l'humanité continueront, les droits de tous ceux qui souffrent progresseront de jour en jour. J'ai été persécuté par des dictateurs pendant quarante ans. J'ai lutté sans trêve pour les droits de l'homme; j'ai survécu à cinq rencontres avec la mort; j'ai fait six ans de prison et vécu dix ans d'exil ou d'assignation à résidence.

A partir de ce jour et pour le reste de ma vie, je continuerai à me consacrer à la promotion des droits de l'homme.

Je suis reconnaissant à tous mes amis du monde entier qui se battent pour la défense des droits de l'homme.

Que Dieu vous bénisse.

M. Václav Havel, président de la République tchèque

J'AI TOUJOURS DIT et répété que la Déclaration universelle des droits de l'homme, semblable après tout à un certain nombre d'autres documents et normes juridiques de ce genre, était davantage qu'un accord technique.

C'est le miroir de certaines valeurs. Des valeurs que nous prônons, auxquelles nous croyons, des valeurs qui semblent nous être imparties de plus haut, des valeurs aussi qu'en quelque sorte nous garantissons.

C'est la différence entre la vérité, la valeur, l'idéal d'un côté et l'information de l'autre. Les informations sont librement transférables et elles peuvent se propager sur Internet le long des câbles qui relient un ordinateur à un autre. La vérité doit être garantie et elle est garantie par les êtres humains.

Voilà pourquoi je considère qu'il est très important de ne pas oublier ceux qui combattent pour les droits de l'homme, ceux qui sont même capables de consentir certains sacrifices personnels au nom de ce combat.

Car ce sont eux qui, par leur existence même, en tant que personnes, garantissent vraiment ces valeurs et attestent du fait que ce n'est pas ici la simple information qui est en jeu, mais véritablement la vérité.

Mme Aung San Suu Kyi,
secrétaire générale de la Ligue nationale pour la démocratie (Birmanie)

LA QUESTION DES droits de l'homme n'est pas, tant s'en faut, une question dont il est nécessaire de présenter les mérites. Et pourtant, à maintes reprises, nous devons en appeler au monde, l'exhorter à penser aux droits de l'homme, rappeler qu'ils concernent tous les êtres humains, non pas seulement quelques-uns d'entre nous qui vivons dans des pays défavorisés. La défense des droits de l'homme est la défense de la dignité, de la sécurité, de l'humanité. Puisque nous sommes tous des êtres humains, il me semble que nous devrions tous nous préoccuper de savoir s'il existe dans notre monde des gens qui souffrent parce qu'ils ne peuvent pas vivre comme des êtres humains. Les êtres opprimés ne sont pas les mêmes que les êtres libres et assurés de leur sécurité. Quelque chose se passe en nous lorsque nous sommes opprimés, lorsque nous sommes intimidés, lorsque nous devons nous inquiéter quotidiennement de notre sécurité.

Notre action en Birmanie dépasse largement les frontières de la nation. C'est la défense de tous ceux qui souffrent sous la férule de régimes autoritaires. Les souffrances de notre peuple sont les souffrances de tous ceux dont la dignité n'est pas protégée par la loi. J'espère qu'en défendant la cause des Birmans, je défendrai celle de tous ceux qui souffrent de violations des droits de l'homme.

Il est difficile de choisir un sujet spécifique lorsque nous parlons des atteintes aux droits de l'homme en Birmanie. Il y a tant de violations dans tant de catégories. Mais je crois que beaucoup d'entre elles ont été portées à la connaissance de la communauté internationale par la Commission des droits de l'homme des Nations unies, par d'autres organisations de défense des droits de l'homme, par des ONG et par ceux qui œuvrent pour la démocratie en Birmanie.

Nous ne militons pas pour la démocratie en Birmanie parce que nous pensons que c'est un mot magique qui résoudra les problèmes de notre pays. Nous œuvrons pour la démocratie parce que nous comprenons que c'est un régime favorable à la protection des droits fondamentaux du peuple. Tant que notre population ne jouira pas des droits élémentaires de la personne, notre pays ne connaîtra ni paix ni prospérité.

J'aimerais conclure en remerciant la Commission des droits de l'homme des Nations unies et toutes les ONG qui ont tant fait en faveur des droits de l'homme en Birmanie. La vigilance de la communauté internationale à l'égard de la situation des droits de l'homme en Birmanie a un impact. J'espère que vous continuerez d'être vigilants. J'espère que vous persévérerez en dépit des obstacles auxquels vous vous heurtez, parce que vos actions nous sont une aide précieuse. Je vous remercie.

M. Nelson Mandela, président de la République d'Afrique du Sud

CETTE CINQUANTE-TROISIÈME Assemblée générale passera à la postérité, à juste titre, comme l'heure où nous avons marqué et célébré le cinquantenaire de l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Née des suites de la défaite nazie et des crimes contre l'humanité commis par le fascisme, cette déclaration portait l'espoir que toutes nos sociétés seraient bâties à l'avenir sur les fondations de la vision glorieuse inscrite dans chacune de ses clauses.

Pour ceux qui ont dû lutter pour leur émancipation, comme nous-mêmes, qui, avec votre aide, avons dû nous libérer du régime criminel de l'apartheid, la Déclaration universelle des droits de l'homme est une affirmation de la justice de notre cause. En même temps, elle nous a incités à consacrer notre liberté à la réalisation des perspectives qu'elle offre.

Aujourd'hui, nous célébrons le fait que ce document historique a survécu à cinq décennies agitées marquées par des événements parmi les plus extraordinaires de l'évolution de la société humaine. Au nombre de ces événements figurent l'effondrement du colonialisme, la fin d'un monde bipolaire, les progrès étonnants de la science et des techniques, et l'accomplissement du processus complexe de la mondialisation.

Et malgré tout, les êtres humains qui sont le sujet de la Déclaration universelle des droits de l'homme continuent d'être affligés par des guerres et de violents conflits. Ils n'ont pas encore été libérés de la peur d'une mort infligée par des armes de destruction massive ou par

des armes classiques. Nombreux sont ceux qui ne peuvent pas encore exercer les droits démocratiques fondamentaux et inaliénables qui leur permettraient de participer à la détermination de la destinée de leur pays, de leur nation, de leur famille et de leurs enfants, et de se protéger contre la tyrannie et la dictature.

Le simple droit d'être humain est refusé à des centaines de milliers de victimes de la pauvreté privées de ces premières nécessités que sont la nourriture, l'emploi, l'eau, le logement, l'éducation, les soins médicaux et un environnement sain. L'échec de la réalisation de la vision du monde exprimée dans la Déclaration universelle des droits de l'homme trouve une expression dramatique dans le contraste entre la richesse et la pauvreté, caractéristique de la division entre pays du Nord et pays du Sud, et au sein de nombreux pays sur tous les continents.

La situation est d'autant plus poignante et difficile que cette coexistence de la richesse et de la pauvreté, la perpétuation des pratiques de règlement des conflits, tant internationaux qu'internes (...) et les multiples dénis des droits de l'individu dans le monde entier sont l'effet d'actes d'engagement ou d'omission, essentiellement de la part de ceux qui occupent des postes hauts placés dans divers milieux, notamment politique et économique.

Ce que j'essaie de dire, c'est que tous ces maux sociaux, qui constituent un non-respect de la Déclaration des droits de l'homme, ne sont pas le résultat inévitable de forces de la nature (...) Ce sont les conséquences de décisions que des hommes et des femmes prennent ou refusent de prendre. Parfois, ce sont ceux-là mêmes qui n'hésitent pas à promettre leur

appui dévoué à l'idéal exprimé dans la Déclaration universelle des droits de l'homme (...)

Cette déclaration a été proclamée comme étant universelle précisément parce que les fondateurs de cette organisation et les nations du monde ont décidé de s'unir pour combattre le fléau du fascisme. Même les pays qui n'avaient pas encore atteint leur émancipation avaient clairement compris que notre monde formait un tout indivisible.

Inévitablement, les valeurs du bonheur, de la justice, de la dignité humaine, de la paix et de la prospérité constituent des obligations universelles, parce que chaque peuple et chaque individu y ont droit.

De même, aucun peuple ne peut se dire heureux, en paix et prospère tant que d'autres, aussi humains que lui, continuent d'être affligés par la misère, les conflits, le terrorisme et les privations.

Nous pouvons donc dire que le défi à relever au cours des cinquante prochaines années de la Déclaration universelle des droits de l'homme, au cours du siècle à venir qu'elle doit contribuer à définir, consistera pour l'humanité et notamment pour ceux qui occupent des postes importants, à avoir le courage de veiller à ce qu'enfin nous bâtissions un monde humain, conforme aux dispositions de cette Déclaration historique et des autres instruments de protection des droits de l'homme qui ont été adoptés depuis 1948.

*Transcription fournie par: Federal News Service, 620 National Press Bldg., N.W. Washington, D.C. 20045. (202) 347-1400/Info@FNS_6.com
Copyright (c) 1998 Federal News Service.*

Démocratie et droits de l'homme, journal électronique de l'USIA, Vol. 3, No. 3, Octobre 1998

La protection de la liberté de religion

Felice Gaer

La liberté de religion, comme le note Felice Gaer dans l'article ci-dessous, est garantie non seulement par la Déclaration universelle des droits de l'homme, mais aussi par d'importants textes internationaux.

Ces dernières années, un certain nombre de gouvernements, notamment celui des Etats-Unis, ont pris des mesures pour réaffirmer l'importance de la liberté de religion. Les initiatives du gouvernement Clinton à cet égard comprennent l'établissement d'un Comité consultatif sur la liberté de religion à l'étranger, au sein du Bureau de la démocratie, des droits de l'homme et du travail du département d'Etat. Un coordonnateur principal pour la liberté de religion, ayant rang d'ambassadeur, sera nommé sous peu. Il lui appartiendra d'encourager le gouvernement des Etats-Unis à appuyer la liberté de religion dans le monde entier en tant que facteur du processus décisionnel politique.)

TOUT AU LONG DE L'HISTOIRE, les grandes religions ont mis l'accent sur le respect de la dignité et de l'humanité de l'individu. Pourtant, les conflits relatifs à l'identité et aux affiliations religieuses ont trop souvent inspiré des actes d'intolérance, de persécution, de vio-

lence et de militantisme, et mené à des guerres. Les efforts déployés en vue de la protection de la liberté de religion ont été appuyés par l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme en 1948. Ce texte fondamental émanait du mouvement des droits de l'homme né au cours des années qui suivirent immédiatement l'Holocauste, durant lequel six millions de juifs, dont plus d'un million d'enfants, furent tués dans les camps de concentration et les chambres à gaz nazis. Les résultats tragiques de cette tentative d'extermination des juifs et de beaucoup d'autres étaient très frais à la mémoire et trop visibles pour être ignorés. Eleanor Roosevelt, la veuve du président des Etats-Unis qui présidait la Commission des droits de l'homme des Nations unies, rappela aux délégués que les peuples du monde s'attendaient à ce que l'adoption de la Déclaration soit suivie de mesures immédiates qui auraient pour effet d'interdire de tels actes.

La Déclaration universelle proclame non seulement le droit de chaque individu à la liberté de pensée, de conscience et de religion, mais elle affirme aussi à diverses reprises que la discrimination fondée sur l'appartenance à une religion est inadmissible. Elle énonce deux aspects clés de ces principes : le droit à la croyance, (aspect intérieur de ce droit), et le droit de manifester et d'exprimer cette croyance, soit individuellement, soit collectivement.

La Déclaration affirmait expressément le droit de changer de religion. Mais ceci provoqua de telles controverses (notamment parmi les représentants des Etats islamiques) que le texte fut modifié ultérieurement pour ne conserver habilement que la mention du droit de chacun « d'avoir ou d'adopter » une religion ou une conviction, et donc de la conserver, d'en changer, ou même de l'abandonner.

Le rôle du pacte international

Le Pacte international de 1966 relatif aux droits civils et politiques, qui a force de traité international, fait de la garantie des libertés de pensée, de conscience et de religion une obligation juridique pour les Etats signataires. Il réitère les droits de l'individu à manifester ses convictions dans quatre domaines, à savoir le culte, l'accomplissement des rites, la pratique et l'enseignement, et note que ces aspects extérieurs du droit à la liberté de religion peuvent être sujets à certaines restrictions, mais uniquement celles « qui sont nécessaires à la protection de la sécurité, de l'ordre et de la santé publics, ou de la morale, des libertés et des droits fondamentaux d'autrui ».

Il ne peut y avoir aucune limite au droit de croire, pas même en cas d'urgence publique. Plus précisément, c'est la sécurité publique, et non le concept de « sécurité nationale », plus vague, qui peut justifier la nécessité de limiter certaines pratiques religieuses. En conséquence, des efforts ont été déployés pour s'assurer que les limites prévues par le Pacte ne puissent pas servir de prétexte à l'interdiction des manifestations de certaines religions ou convictions. Les préoccupations concernant le rôle clé de l'éducation subventionnée par l'Etat dans la promotion d'une religion particulière ou d'un athéisme militant, pratique commune au plus fort de la guerre froide en Union soviétique, ont justifié l'inclusion d'un paragraphe garantissant aux parents le droit de choisir et d'assurer eux-mêmes l'éducation religieuse de leurs enfants.

Malgré toutes ces limitations et ces précisions, le Pacte, comme la Déclaration des droits de l'homme, ne cherche pas à définir ce qui

constitue une « religion » ni, en fait, « la liberté de pensée » ou de « conscience ». Il a fallu près de vingt ans pour que les Nations unies parviennent à un accord sur un autre instrument, la Déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion et la conviction, qui précise le contenu du droit à la liberté de « pensée, de conscience, de religion et de conviction ».

Cette déclaration, adoptée en 1981 avec un appui substantiel des Etats africains, définit les interdictions relatives à toute discrimination, qu'elle provienne de l'Etat ou du secteur privé; reconnaît la liberté de manifester sa religion ou ses convictions sans ingérence injustifiée du gouvernement, et engage les gouvernements à adopter des mesures juridiques et éducatives pour éliminer l'intolérance religieuse.

Le rapporteur spécial sur l'intolérance religieuse

L'accent étant mis sur l'application de la Déclaration, la Commission des droits de l'homme des Nations unies a institué en 1986 le poste de rapporteur spécial sur l'intolérance religieuse; cet enquêteur, qui est nommé, est chargé d'examiner les manifestations d'intolérance religieuse et d'en rendre compte tous les ans à la Commission des droits de l'homme. Dans l'exercice de leurs fonctions, les deux personnes qui ont occupé ce poste se sont rendues dans des pays aussi divers que l'Union soviétique, la Chine, l'Iran, le Pakistan, l'Allemagne, l'Inde, le Soudan, l'Australie et, récemment, les Etats-Unis. Leurs rapports couvrent une gamme encore plus large de pays.

Le rapporteur spécial a indiqué que les formes les plus communes d'intolérance religieuse

sont: 1) les attaques physiques (y compris le meurtre et la torture); 2) les limites imposées en matière de prosélytisme et de possession d'articles religieux; 3) la fermeture et la destruction de lieux de culte, le contrôle des publications religieuses et les ingérences au niveau des élections de chefs religieux; 4) la discrimination dans l'éducation, l'emploi, le logement, le droit à la propriété, l'accès au crédit, et autres domaines; 5) l'exil forcé et l'expulsion de croyants; et 6) les limites excessives imposées en matière de liberté d'expression et de réunion. Ces actes sont souvent le fait de représentants des autorités, mais très souvent aussi ce sont des particuliers ou des groupes qui les commettent.

Les efforts visant à remédier à ces problèmes se sont heurtés à des difficultés; certains Etats ont demandé aux rapporteurs spéciaux de mettre l'accent sur le dialogue en plus de la surveillance. Quant aux interventions des Nations unies dans ce domaine, elles ont été lentes et hésitantes pendant la guerre froide. La diffusion de la Déclaration de 1981 dans certaines langues officielles des Nations unies a même été suspendue: pendant plusieurs années, ce texte n'a pas été reproduit ou n'a pas été distribué en russe, en chinois ou en arabe.

Les organismes des Nations unies compétents en matière de droits des femmes ont attiré l'attention sur les cas où la culture ou la religion servaient de prétextes à des sanctions violentes à l'encontre des femmes ou à d'autres pratiques traditionnelles abusives. Au cours de nombreux forums, y compris lors de la Quatrième Conférence mondiale sur les femmes tenue à Pékin, plusieurs Etats ont dit et répété qu'il ne s'agissait là que de prétextes qui ne sauraient être invoqués pour justifier ces atteintes (celles-là ni les autres) aux droits de la personne.

Nombre d'organisations religieuses extrémistes ont pris des mesures pour assujettir les femmes et les maintenir dans la soumission, et refusent de leur reconnaître leurs droits à l'égalité et à la liberté. En Afghanistan, les talibans ont refusé aux femmes le droit au travail hors du foyer et ont approuvé les châtiments corporels appliqués en public et en privé comme moyen de les dompter.

On a pu assister ces dernières années aux efforts de certains pays d'Asie en faveur de la reconnaissance d'un certain relativisme culturel dans l'application des normes relatives aux droits de l'homme, en partie au nom de la diversité religieuse. De nombreuses entités des Nations unies, tout particulièrement la Conférence mondiale sur les droits de l'homme réunie à Vienne en 1993, ont réaffirmé sans ambages l'universalité de ces droits. Elles ont reconnu la nécessité de tenir compte de la diversité (religieuse et culturelle) tout en soulignant qu'il était du devoir des Etats de faire respecter tous les droits de la personne.

Corrélation entre les abus

Les rapporteurs spéciaux des Nations unies ont constaté que l'intolérance religieuse et les atteintes à divers droits de l'homme étaient souvent liées à d'autres abus dans ce domaine. L'interdépendance des droits de l'homme apparaît dans toute sa clarté lorsque l'on examine les cas d'intolérance religieuse.

Elizabeth Odio Benito, du Costa Rica (rapporteur spécial, aujourd'hui deuxième vice-présidente de son pays) a noté que la piété d'un groupe ou d'un chef religieux pouvait servir à dissimuler des préjugés sans aucun rapport avec la religion. L'hostilité peut refléter des facteurs

historiques, culturels ou physiques, et les enseignements de la religion peuvent être déformés et interprétés afin de justifier ces préjugés. Les causes des persécutions religieuses sont nombreuses. Elles vont de l'ignorance à des conflits spécifiques, en passant par l'absence de dialogue et la recherche du pouvoir.

La lutte contre l'intolérance religieuse exige un arsenal important et d'une grande diversité : des normes, des observateurs, des rapports publics, des dialogues, des tribunaux efficaces et à même de tenir les coupables responsables de leurs actes, et la vigilance des organisations non gouvernementales elles-mêmes. René Cassin, l'un des rédacteurs de la Déclaration universelle des droits de l'homme, a souligné que l'inclusion de la liberté de religion dans ce document avait été due en grande partie aux idées, aux talents et à la persévérance des organisations non gouvernementales, notamment des communautés religieuses.

Afin d'éviter les actes d'intolérance religieuse, ces organisations et d'autres devront encourager les enquêteurs des Nations unies et d'autres autorités à accorder une attention accrue aux violations de la liberté de religion ou de conviction, et aux persécutions de pratiquants, qui restent malheureusement trop nombreuses en de multiples régions de notre planète. ❖

Pratiquement sans exception, les grandes religions du monde se sont attachées à promouvoir la notion de la dignité de la personne et les droits fondamentaux et universels dont elle jouit en tant que telle.

Bahaïsme

Des bénéfices universels découlent de la grâce des religions divines, car elles mènent leurs vrais adeptes à une sincérité d'intentions, à des buts élevés, à la pureté et à un honneur sans tâches, à la bonté et à la compassion, au maintien de leurs pactes lorsqu'ils y ont souscrit, au souci des droits d'autrui, à la générosité, à la justice dans tous les aspects de la vie, à l'humanité et à la philanthropie, à la valeur et aux efforts inlassables au service de l'humanité.

'ABD UL-BAHA',
LE SECRET DE LA CIVILISATION DIVINE

BOUDDHISME

Cependant, la vie en elle-même est le plus précieux de tous les trésors. Même tous les trésors de l'univers entier ne sauraient égaler la valeur d'une seule vie humaine.

NICHIREN,
VERS 1270 APRÈS J.-C.

CHRISTIANISME

Quant à vous, frères, vous avez été appelés à être libres. Seulement ne faites pas de cette liberté un prétexte pour vivre selon les désirs de votre propre nature. Au contraire, laissez-vous guider par l'amour pour vous mettre au service

les uns des autres. Car toute loi se résume dans ce seul commandement: «Aime ton prochain comme toi-même.» Mais si vous agissez comme des bêtes sauvages, en vous blessant et en vous maltraitant les uns les autres, alors prenez garde, sinon vous vous détruirez les uns les autres.

NOUVEAU TESTAMENT,
LETTRE AUX GALATES 5: 13-15

HINDOUISME

Que les membres de notre société aient des buts semblables. Que nos cœurs soient remplis d'amour les uns pour les autres et que nous soyons unis en une seule pensée. Que les efforts individuels soient réunis afin d'atteindre notre but commun.

VAIDIK MANTRAS,
RIGVEDA, MANDALA 10, HYMNE 191,
MANTRA 4

ISLAMISME

O hommes! Nous vous avons créés d'un mâle et d'une femelle, et Nous avons fait de vous des nations et des tribus, pour que vous vous connaissiez et vous chérissiez les uns les autres, et non pas pour que vous vous méprisiez; le plus noble d'entre vous auprès d'Allah est le plus pieux.

LE CORAN,
SOURATE 49: 13

JUDAÏSME

Préserver un seule vie équivaut à préserver
un monde entier, et détruire la vie de quiconque
équivaut à détruire un monde entier.

LE TALMUD,
SANHÉDRIN, 4: 5

SIKHISME

Dans les entrailles des mères, il n'existe
pas d'ancêtres ni de hiérarchie sociale. Tous ont
pour origine la semence de Dieu.

GOUROU GRANTH SAHIB,
ÉCRITURES SIKHS

Une noble entreprise

David Pitts

David Pitts, directeur de la rédaction de la présente revue, fait une chronique de l'élaboration et de l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

LORS DE LA PREMIÈRE RÉUNION, en janvier 1947 à New York, de la Commission des droits de l'homme des Nations unies, rien ne garantissait le succès de ses travaux. Elle s'était fixé pour objet une tâche que nul n'avait jamais entreprise de toute l'histoire de l'humanité : la rédaction d'une déclaration des droits pour tous les hommes, femmes et enfants de la planète.

Les membres de la Commission savaient bien, d'entrée de jeu, que leur tâche ne serait pas facile. Les nations, même celles qui avaient des régimes économiques et sociaux comparables, étaient divisées par des différences idéologiques, culturelles et historiques. Mais, en un sens, elles étaient unies par une profonde révolusion morale à l'égard des effarantes pertes de vies humaines, estimées à cinquante millions de personnes, infligées par la guerre qui venait de se terminer.

Au milieu du XX^e siècle, au cœur de l'Europe, l'un des Etats les plus évolués au monde avait tenté d'abroger les droits élémentaires de

l'homme et, pendant un certain temps, avec ses partenaires de l'Axe, y était parvenu dans une grande partie du monde. C'est ce fait, avant tout, qui avait inspiré chez tous ceux qui s'étaient réunis à New York durant l'hiver de 1947 une farouche détermination de réussir et de produire une déclaration universelle des droits de l'homme. Leur but était clair et sans ambiguïté.

En 1941 déjà, avant la fin de la Deuxième Guerre mondiale, le mouvement en faveur de la reconnaissance universelle des droits inaliénables de la personne avait été lancé, dans la Charte de l'Atlantique et, quelques mois auparavant, dans le discours dit des quatre libertés, prononcé devant le Congrès des Etats-Unis par le président Franklin Roosevelt. En Grande-Bretagne, le Premier ministre Winston Churchill s'était fait l'écho des propos du président américain en déclarant que la victoire alliée marquerait «le triomphe des droits de l'homme». Par ailleurs, dans le monde entier, les populations colonisées commençaient à réaliser que la liberté et les droits de l'homme n'appartenaient pas exclusivement aux Européens et aux Américains, mais à tous les hommes et à toutes les femmes du monde.

Tandis que le monde commençait de réviser le contenu de notions aussi fondamentales que celles de la liberté et de la justice, les jugements rendus à Nuremberg et à Tokyo sur les crimes de guerre établissaient fermement le précédent selon lequel ceux qui enfreignaient les droits de l'homme devaient répondre de leurs actes, et qu'il faudrait instituer des mécanismes clairs et précis pour punir ceux qui étaient coupables de crimes contre l'humanité, en particulier les auteurs de crimes collectifs, en temps de guerre comme en temps de paix.

La Charte des Nations unies, adoptée en 1945, fixait pour buts à la nouvelle organisation le développement et l'encouragement «du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous sans distinction de race, de sexe, de langue et de religion». Les gouvernements jouèrent un rôle clé dans la rédaction de la Charte. Mais chose moins connue, les organisations non gouvernementales de défense des droits de l'homme, au nombre de mille trois cents d'après certaines sources, en firent autant.

Si la Charte des Nations unies confère aux droits de l'homme un nouveau statut juridique international, elle ne comporte pas spécifiquement de déclaration internationale des droits comme beaucoup le souhaitaient. Cette tâche fut confiée à la Commission des droits de l'homme.

Les participants

La Déclaration universelle des droits de l'homme est en grande partie l'œuvre d'Eleanor Roosevelt, veuve du président Franklin Roosevelt, décédé en 1945. C'est le successeur de son mari, le président Harry Truman, qui la nomma première représentante des Etats-Unis à la Commission.

D'après toutes les sources, Mme Roosevelt obtint une grande latitude dans la formulation de la politique des Etats-Unis concernant la rédaction de ce document. «En fait, c'est Mme Roosevelt qui établit la politique», écrit Joseph Lash dans son livre intitulé «Eleanor: The Years Alone» [Eleanor: les années de solitude]. «Cette femme de stature mondiale avait été nommée par le président, et le département d'Etat était tout disposé à faire ce qu'elle voulait.» C'est peut-être sa réputation non seule-



La première Commission sur les droits de l'homme à l'œuvre : la présidente Eleanor Roosevelt (à droite) discute avec le rapporteur Charles Malik (à gauche) du Liban, et le vice-président de la Commission, René Cassin (deuxième en partant de la gauche), de France.

ment aux Etats-Unis, mais dans le monde entier, qui lui a valu d'être élue présidente de la Commission par les délégués, à l'unanimité.

Sous les auspices de la Commission, Eleanor Roosevelt présida un comité de rédaction qui comprenait le Libanais Charles Malik, le Chinois P.C. Chang, le Canadien John Humphrey, directeur de la Division des droits de l'homme des Nations unies, et le Français René Cassin, pour n'en nommer que quelques-uns.

En tant que rapporteur de la Commission, Charles Malik joua un rôle essentiel, en particulier dans la formulation du dernier avant-projet. Les collègues de Malik lui reconnaissent une influence puissante à laquelle sont dues certaines des plus vigoureuses dispositions de la Déclaration.

P.C. Chang, l'un des deux vices-présidents de la Commission, défendit énergiquement les vues des pays d'Asie, qui craignaient que la Déclaration ne reflète une vue trop étroite des droits de l'homme. « Elle devrait incorporer les idées de Confucius autant que celles de Thomas d'Aquin », disait-il. Par ailleurs, c'est à lui que revient le mérite d'avoir sorti les négociations de nombreuses impasses.

Le Secrétariat des Nations unies a appuyé les travaux de la Commission et du comité de rédaction, principalement par l'intermédiaire de John Humphrey. Parmi ses nombreuses contributions figure la rédaction d'une épure de quatre cent huit pages, qui s'est révélée d'une immense utilité au cours du processus de rédaction proprement dit.

René Cassin, l'autre vice-président de la Commission, composa le premier projet complet de Déclaration, qui contenait la majorité des dispositions qui seraient retenues plus tard dans le document définitif.

Nombre des autres représentants des plus de cinquante gouvernements concernés jouèrent également un rôle vital, surtout au niveau de la rédaction de la version définitive. Mais, selon les historiens spécialistes de la Déclaration des droits de l'homme, c'est aux responsables des Nations unies et à Eleanor Roosevelt que revient le principal mérite d'avoir transformé, au cours des journées et des mois de réunions laborieuses de 1947 et 1948, le rêve d'une déclaration universelle des droits de l'homme en une réalité. Leur énergie, leur clairvoyance et en particulier leur aptitude à concilier de nombreux points de vue opposés s'avèrent essentielles au succès de cette entreprise.

Une tâche difficile

Mais ce ne fut pas chose facile. Il existait des divergences marquées entre les Etats membres sur les droits des femmes et des minorités raciales, la liberté religieuse, le moment précis où la vie humaine commence, la mesure dans laquelle la liberté d'expression doit être protégée, la liberté de contestation et le rôle des droits économiques et sociaux.

Les désaccords les plus sérieux provenaient des différences de fond qui surgissaient entre l'Ouest et le bloc soviétique sur des principes aussi fondamentaux que la liberté et la démocratie. Par exemple, Eleanor Roosevelt affirmait qu'il n'existait « pas de véritable liberté individuelle en Union soviétique parce que les droits individuels y sont subordonnés à ceux de l'Etat ».

Ce à quoi les représentants du bloc soviétique répliquèrent que « le culte de l'individualisme » menait à l'exploitation économique et que les droits économiques étaient plus importants que les droits politiques. « Cette déclaration doit présenter comme un modèle pour l'humanité entière celui d'hommes libres et non pas d'esclaves bien nourris », riposta le délégué britannique au cours d'un échange désormais célèbre. Durant toute la rédaction de la Déclaration, les débats de la Commission furent marqués par des distinctions philosophiques et idéologiques fondamentales telles que celle-là.

Les délégués des pays communistes s'opposèrent farouchement au tour que prenaient les délibérations de la Commission, faisant parfois des discours de huit heures d'affilée pour tenter d'orienter le texte de la Déclaration dans une direction conforme à leur point de vue. En tant que présidente, Mme Roosevelt leur laissa une latitude considérable mais, note-t-elle dans son autobiographie, elle était déterminée à mener la tâche à bien avant Noël 1948. « Je me surmène, et je serai fatiguée en rentrant chez moi. Mais les hommes qui siègent à la Commission le seront aussi », a-t-elle écrit.

Outre les débats concernant le contenu du texte, deux grands points de vue s'opposaient sur la question de savoir si la Déclaration devait être expressément appuyée par la force du droit international. Un groupe, composé en majorité de petits pays, était favorable à cette idée. L'autre groupe, dont faisaient partie les Etats-Unis, se prononçait en faveur d'une déclaration de principes qui serait suivie à une date ultérieure de conventions entraînant des obligations juridiques. Ce groupe considérait qu'il était suffisamment difficile de parvenir à s'entendre sur une déclaration des droits de l'homme et qu'in-



sister également sur des obligations juridiques pourrait retarder de plusieurs années la conclusion d'un accord. C'est ce deuxième point de vue qui finit par l'emporter.

Les efforts de la Commission durèrent deux ans et connurent des hauts et des bas, mais Eleanor Roosevelt et son équipe de fidèles partisans atteignirent leur but. Dans les premiers jours de décembre 1948, l'Assemblée générale des Nations unies adopta la Déclaration universelle des droits de l'homme. Sur les cinquante-huit Etats membres, quarante-huit votèrent pour, aucun ne vota contre, huit s'abstinrent et deux étaient absents.

La majorité des abstentions provenait de l'Union soviétique et de ses satellites. Le représentant soviétique souligna notamment que la Déclaration privilégiait de manière excessive les « droits du XVIII^e siècle » aux dépens des

droits économiques. L'Arabie saoudite s'abstint, trouvant que la Déclaration avait une orientation trop occidentale. L'Afrique du Sud, dont la longue politique d'apartheid commença cette année-là, s'abstint également, faisant valoir que la Déclaration incarnait une vue trop large des droits de l'homme.

Malgré les abstentions, la Déclaration fut adoptée à une majorité écrasante. Prenant la parole devant l'Assemblée générale, Eleanor Roosevelt en souligna la portée historique :

« Nous sommes aujourd'hui au seuil d'un grand événement dans la vie des Nations unies et de l'humanité. Cette Déclaration peut fort bien devenir la Grande Charte de tous les peuples du monde. Nous espérons que sa proclamation par l'Assemblée générale sera un événement comparable à la Proclamation

des droits de l'homme par les Français en 1789, à l'adoption de la Déclaration des droits par les Américains et à l'adoption de déclarations semblables à diverses époques dans d'autres pays. »

Une portée universelle

La portée de cet accomplissement n'échappait à personne. Jamais auparavant dans l'histoire du monde une communauté de nations n'était parvenue à identifier des droits et des libertés spécifiques non pas pour un seul pays et une seule catégorie de citoyens, mais pour tous, partout et pour l'éternité.

L'article premier de la Déclaration universelle donne le ton de l'énoncé d'une large gamme de droits politiques, sociaux et économiques, présentés en tant que normes communes auxquelles doivent se conformer toutes les nations : « Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité. »

Au lendemain de la guerre la plus barbare de l'histoire, le monde adoptait finalement une série de principes censés engager l'humanité sur une voie nouvelle et en vertu desquels toutes les nations auraient à répondre de leurs actions, *urbi et orbi*.

Toutefois, en tant que résolution de l'Assemblée générale des Nations unies, la Déclaration n'avait pas force de loi. Les résolutions de l'Assemblée générale sont des recommandations faites aux Etats, sans obligation juridique. Mais comme Jack Donnelly et Rhoda Howard le soulignent dans l'« International Handbook of Human Rights » [Manuel international des droits

de l'homme], au fil des ans, « la Déclaration universelle des droits de l'homme est devenue beaucoup plus qu'une simple recommandation ».

La Déclaration a inspiré un grand nombre de conventions régionales sur les droits de l'homme en Europe, en Amérique latine et en Afrique, et a influencé la rédaction d'un grand nombre de constitutions dans les nouveaux Etats indépendants qui sont apparus sur la scène internationale en 1959 et 1960, et plus tard durant les années 1990. Selon l'Institut Franklin et Eleanor Roosevelt de New York, quelque quatre-vingt-dix constitutions nationales rédigées depuis 1948 contiennent des dispositions inspirées de la Déclaration.

Les normes et les préceptes prescrits par la Déclaration universelle ont été développés dans une série de traités, notamment le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. Ces pactes imposent des obligations juridiques aux Etats qui en sont signataires, comme le prévoyaient les auteurs de la Déclaration.

Les travaux de la Commission se poursuivent

La Commission des droits de l'homme des Nations unies, la même organisation qu'Eleanor Roosevelt présidait il y a un demi-siècle, se réunit à Genève chaque année pour évaluer le respect des droits de l'homme et pour demander aux nations contrevenantes de rendre des comptes. Bien que les instruments dont elle dispose pour faire respecter la volonté de la communauté internationale aient été critiqués par beaucoup de défenseurs des droits de l'homme comme étant inadéquats, on ne saurait sous-es-

timer l'importance de ses capacités à exposer les contrevenants à l'attention du public.

Comme l'a déclaré Geraldine Ferraro, représentante des Etats-Unis à la Commission de 1994 à 1996 :

« Nous, membres de la Commission, avons le devoir, la responsabilité envers notre prochain, de faire entendre notre voix. Nous devons être entendus. Notre voix est celle des victimes, celle de l'enfant qui n'a pas à manger, du petit garçon enrôlé de force sous les drapeaux, de la fillette qui porte l'enfant d'un violeur, de la mère qui pleure parce qu'elle ne peut pas nourrir sa famille, du père qui est enchaîné parce qu'il a osé exprimer son opinion. »

En conséquence, les travaux de la Commission et des autres organes des Nations unies chargés de faire de la Déclaration universelle des droits de l'homme une réalité, se poursuivent. Il en va de même des travaux des gouvernements qui considèrent les principes de la Déclaration comme sacrés, ainsi que des travaux de centaines de milliers d'organisations non gouvernementales de défense des droits de l'homme, qui puisent leur inspiration dans le document élaboré il y a cinquante ans et dont nous célébrons l'adoption en ce mois de décembre.

Le rôle d'Eleanor Roosevelt

Tamora Hareven, l'une des nombreuses biographes d'Eleanor Roosevelt, écrit dans *An American Conscience* que l'ancienne première dame, en sa qualité de présidente de la Commission des droits de l'homme, ne ménagea aucun effort en vue de faire adopter une définition précise et musclée des droits de l'homme, «tout en essayant de concilier les divers points de vue, reflets de la diversité même des cultures». De l'avis de nombreux érudits qui se sont penchés sur la Déclaration universelle, cette tentative n'aurait peut-être pas abouti si Eleanor Roosevelt n'avait pas su s'imposer.

C'est notamment le point de vue de Molly Bruce, qui assista à de nombreuses séances de travail pendant les premiers temps de l'établissement de la Commission, et qui vit Eleanor Roosevelt à l'œuvre. Esprit «très indépendant», rappela-t-elle dans un entretien, «elle savait particulièrement bien manier l'art de la négociation». Mme Bruce, qui faisait partie à l'époque du Secrétariat des Nations unies et qui fut ultérieurement nommée à la tête du programme de l'ONU pour la femme,



n'a pas non plus oublié l'habileté avec laquelle Eleanor Roosevelt savait persuader ses interlocuteurs et aller de l'avant sans s'attirer la rancune de ceux qui ne partageaient pas son point de vue.

«Le doute n'est pas permis; c'est en grande partie à Eleanor Roosevelt que l'on doit le succès de cette démarche, elle qui participa avec ténacité à de nombreuses séances de la commission», se souvient la journaliste Ann Cottrell, qui, à l'époque, couvrait cet événement pour le compte du «New York Herald Tribune».

Lors d'une récente interview, Mme Cottrell rendit hommage à «l'éloquence» et à «la détermination» d'Eleanor Roosevelt. «Elle avait particulièrement à cœur les droits de la femme et ceux des minorités, mais à la vérité elle se battait pour les droits de tout un chacun.»

En haut: Ann Cottrell, alors journaliste au *New York Herald Tribune*, interroge Eleanor Roosevelt.

Les ONG : cinquante ans de promotion des droits de l'homme

William Korey

M. William Korey examine le rôle de premier plan joué par les organisations non gouvernementales dans le développement du mouvement international des droits de l'homme au cours des cinquante dernières années. Il est l'auteur de nombreux ouvrages sur la législation et l'histoire des droits de l'homme, notamment d'un livre récemment publié intitulé *NGOs and the Universal Declaration of Human Rights: A "Curious Grapevine"* [Les organisations non gouvernementales et la Déclaration universelle des droits de l'homme : curieuses affinités].

IL Y A CINQUANTE ANS, l'expression « droits de l'homme » apparaissait rarement dans les médias, les livres de classe ou le langage diplomatique ; aujourd'hui, en revanche, le sujet occupe une place essentielle dans les affaires publiques. Le mérite en revient en grande partie aux organisations non gouvernementales (ONG). Exhortant les gouvernements, mettant en branle les rouages des Nations unies ou mobilisant des appuis en faveur de leurs objectifs par l'entremise des médias et des associations locales, les ONG sont depuis un demi-siècle une force vitale du mouvement des droits de l'homme dans le monde entier.

L'élan vers l'implication des ONG dans le mouvement des droits de l'homme est résulté principalement de la Deuxième Guerre mondiale et de ses cinquante millions de morts. Les ONG ont joué un rôle majeur lors de la création des Nations unies, notamment en réclamant l'intégration de dispositions relatives aux droits de l'homme dans la Charte de l'ONU.

Les premières ébauches de la Charte ne contenaient que des références accessoires aux droits de l'homme. Les ONG, aux Etats-Unis comme sur le plan international, menèrent campagne afin de combler cette lacune. Des spécialistes de l'Institut Eleanor et Franklin Roosevelt, à New York, soulignent par exemple que la Conférence panaméricaine sur les droits de l'homme, tenue à Mexico, a « renforcé la détermination des Latino-Américains de s'assurer que les droits de l'homme soient inclus dans la Charte ».

Aux Etats-Unis, trois ONG prirent l'initiative des activités de plaidoyer en faveur de l'inclusion de dispositions relatives aux droits de l'homme dans la Charte des Nations unies : le Comité juif américain, le Conseil fédéral des Eglises et la Commission d'étude de l'organisation de la paix. En mai 1945, ayant réuni l'appui d'un vaste éventail d'associations, ces trois organisations persuadèrent le secrétaire d'Etat des Etats-Unis, Edward Stettinius, de la nécessité de souligner l'importance des droits de l'homme dans la Charte, faute de quoi les nouvelles Nations unies risqueraient de subir le même sort que la Société des Nations et d'être rejetées par le Sénat des Etats-Unis.

Edward Stettinius réussit à son tour à convaincre les alliés des Etats-Unis d'apporter leur appui dans ce sens lors de la convention de San Francisco, où les plans de création des Nations unies étaient déjà en préparation. C'est ainsi que les droits de l'homme devinrent un élément central de la Charte des Nations unies. Sept de ses articles se rapportent spécifiquement aux droits de l'homme, l'un d'eux ayant abouti à la création de la Commission des droits de l'homme des Nations unies.

La rédaction de la Déclaration universelle

La première tâche de la Commission des droits de l'homme, sous la direction exemplaire de l'ancienne première dame des Etats-Unis Eleanor Roosevelt, fut de rédiger la Déclaration universelle des droits de l'homme. A l'issue de près de deux ans de travail, la Déclaration universelle fut officiellement adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies le 10 décembre 1948, date à laquelle on célèbre désormais chaque année l'anniversaire de cet événement.

Les trente articles de la Déclaration traitent des droits civils et politiques, ainsi que des droits économiques, sociaux et culturels. Dans l'ensemble, ils constituent un programme ambitieux et de vaste portée pour les gouvernements du monde entier, en ce qu'ils visent à placer la liberté et le bien-être individuels au premier plan des activités internationales.

Le Français René Cassin, personnage qui joua un rôle prépondérant au sein du comité de rédaction, a décrit la Déclaration universelle comme « une interprétation faisant autorité de la Charte des Nations unies ». Pour le Birman U Thant, secrétaire général des Nations unies dans les années 1960, la Déclaration était « la Grande Charte de l'humanité ».

Le Libanais Charles Malik, l'un des principaux membres de la Commission à ses débuts, a reconnu le rôle important joué par les ONG dans la rédaction de la Déclaration universelle en tant que « conseillères officieuses des diverses délégations, auxquelles elles ont apporté des flots d'idées et de suggestions ». René Cassin soulignerait quant à lui le rôle essentiel des ONG sur le plan de la diffusion de la Déclaration universelle. Elles ont été, a-t-il dit, « les

premières à faire largement connaître les principes de la Déclaration » au moyen de brochures, de périodiques et d'articles, et lors de nombreuses conférences.

Toutefois, les ONG se heurtèrent à de multiples difficultés dans la réalisation de leur objectif de voir les Nations unies lutter activement contre les violations des droits de l'homme. Dès 1947, la Commission des droits de l'homme des Nations unies déclarait ouvertement qu'elle n'interviendrait pas en cas de plainte officielle relative à des violations des droits de l'homme. En effet, bien qu'ayant approuvé la Déclaration universelle, un grand nombre d'Etats membres des Nations unies, notamment les régimes totalitaires, souhaitaient surtout échapper à la surveillance des instances internationales. En fait, nombre des pays dont le comportement en matière de droits de l'homme laissait beaucoup à désirer sont encore dans ce cas aujourd'hui.

Les ONG ont cependant continué de faire pression auprès de la Commission pour l'amener à revoir sa position. Mais la puissance de l'Union soviétique et des autres régimes totalitaires était telle qu'il a fallu deux décennies pour que la Commission accepte d'examiner « les violations graves » des droits de l'homme reflétant un « comportement systématique ». Même alors, les procédures adoptées étaient d'une efficacité limitée, et de nombreux cas de tortures, de disparitions et d'assassinats commandités par les Etats passèrent sous silence. Les ONG qui protestaient contre ces infractions furent averties qu'elles risquaient de perdre leur statut consultatif auprès des Nations unies si elles révélaient certains détails lors des réunions de l'Organisation.

La montée de l'influence des ONG

La frustration engendrée par les Nations unies amena la Ligue internationale des droits de l'homme à ignorer complètement les Nations unies et à attirer l'attention sur les violations des droits de l'homme par des études publiées dans les médias. La Ligue devint ainsi l'une des premières ONG à dénoncer les régimes totalitaires, les dictatures militaires et même certaines sociétés démocratiques.

L'une des ONG de défense des droits de l'homme les plus efficaces est « Amnesty International », fondée à Londres en 1961. Son service de recherche est sans égal pour le recueil d'informations sur les violations des droits de l'homme. Outre la dénonciation des agissements des Etats coupables, « Amnesty International » a commencé à considérer les victimes des répressions comme des « prisonniers de conscience ». En 1974, « Amnesty » a révélé que soixante et un Etats pratiquaient la torture, ses rapports détaillant les horreurs perpétrées. Ses révélations concernant la répression exercée par les régimes militaires en Amérique latine ont été particulièrement efficaces et lui ont valu de recevoir le Prix Nobel de la Paix en 1977.

Toutefois, la dénonciation internationale a ses limites, car il existe des régimes trop brutaux pour être embarrassés. Les ONG ont donc estimé que la solution pourrait provenir de mécanismes internationaux qui agiraient sur la base des informations recueillies par elles.

Le 1er août 1975, alors que les ONG continuaient de préconiser la création de tels mécanismes, l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, les pays européens neutres et non alignés, et le Pacte de Varsovie adoptaient l'Acte final



Des Sud-Africains forment une longue queue devant un bureau de vote à Soweto, près de Johannesburg, lors de la première élection multiraciale au suffrage universel organisé en avril 1994.

d'Helsinki. Élément clé de l'évolution du système international des droits de l'homme, les accords d'Helsinki exigent que les signataires reconnaissent «les droits de l'homme et les libertés fondamentales» (principe 7). Les réunions de suivi tenues à Belgrade, à Madrid et à Vienne ont permis la diffusion d'idées qui défiaient le totalitarisme soviétique et qui ont contribué à terme à l'effondrement de l'empire communiste.

C'est ainsi qu'en mai 1976, le Groupe Moscou Helsinki a été formé par Youri Orlov. Ce groupe a joué un rôle extrêmement important dans la préparation de documents détaillés sur les violations des droits de l'homme par les Soviétiques. Ces documents ont été utilisés par l'Ouest lors des diverses réunions d'Helsinki et

dans les émissions radiodiffusées à destination de l'Europe de l'Est.

Une autre ONG orientée vers le processus d'Helsinki a été le Comité de défense des travailleurs (KOR) de Pologne. Créé en septembre 1976, le comité est le cadre dont est issu le mouvement Solidarité. L'initiative polonaise a été suivie, en janvier 1977, par la création du Comité international pour le soutien de la Charte 77 en Tchécoslovaquie, dirigée par M. Vaclav Havel.

Une autre ONG d'une grande importance pour l'Europe de l'Est a été la «Human Rights Watch/Helsinki» (HRWH), fondée l'année suivante. Son directeur, Jeri Laber, s'est fréquemment rendu à Prague et à Varsovie, a rencontré

des militants d'Helsinki et a ramené de ces rencontres des informations qui ont été ensuite diffusées à l'Ouest. Lorsque M. Vaclav Havel a fait sa première visite aux Etats-Unis après la révolution de Prague, il a tenu à se rendre au siège de la HRWH à New York, où il a déclaré : « Sans vous, notre révolution n'aurait peut-être jamais eu lieu. »

Comme leurs homologues d'Europe de l'Est, les Africains et les Asiatiques qui luttèrent pour libérer leur pays de la domination coloniale ont été encouragés par le message de la Déclaration universelle.

Il en est de même pour la légion de défenseurs des droits de l'homme et les centaines d'ONG du monde entier qui ont contribué à l'abolition de l'apartheid en Afrique du Sud. En fait, le rôle que les Nations unies ont joué aux côtés des ONG dans la lutte contre l'apartheid est l'un des meilleurs exemples de la force que la communauté internationale peut déployer en faveur des droits essentiels de la personne.

Le président sud-africain, M. Nelson Mandela, a reconnu ce fait dans son allocution prononcée à l'Assemblée générale des Nations unies, en septembre 1998 : « Pour ceux qui ont dû lutter pour leur émancipation, comme nous-mêmes, qui, avec votre aide, avons dû nous libérer du régime criminel de l'apartheid, la Déclaration universelle des droits de l'homme a été une confirmation de la justice de notre cause. »

L'appui des Etats-Unis

Le développement et le pouvoir du mouvement associatif et son engagement en faveur des droits de l'homme sont également reflétés dans la politique des Etats-Unis. Dans son discours inau-

gural de janvier 1977, le président Carter soulignait que l'engagement des Etats-Unis en faveur des droits de l'homme devait être absolu. Agissant sur la base de lois adoptées par le Congrès, M. Carter a établi un Bureau des droits de l'homme au sein du département d'Etat et publié les premiers rapports américains sur la situation des droits de l'homme dans le monde. Au début, en 1977, ceux-ci ne concernaient que les quatre-vingt-deux pays recevant une aide des Etats-Unis. En 1997, ils avaient trait à cent quatre-vingt-quatre pays.

M. Carter a également encouragé de fréquents dialogues entre le gouvernement des Etats-Unis et les organisations de défense des droits de l'homme. Ces relations ont contribué à fournir des informations essentielles au gouvernement, qui pouvait ensuite les utiliser pour faire pression sur les gouvernements d'Amérique latine et du bloc soviétique.

Cet accent mis sur les droits de l'homme « a sauvé des milliers et des milliers de vies », a déclaré le journaliste argentin Jacobo Timerman, fervent critique de la « sale guerre » menée par les militaires argentins. La levée de son assignation à domicile est due autant à la pression exercée par les ONG qu'à celle du gouvernement des Etats-Unis.

Le gouvernement Carter est également intervenu en faveur du droit des ONG à participer plus pleinement aux travaux des Nations unies. Leurs efforts combinés ont commencé à donner des résultats en 1980, date à laquelle la Commission des droits de l'homme a établi un Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires. Cette mesure a été suivie deux ans plus tard par la création du poste de rapporteur spécial sur les exécutions sommaires et extraju-

diciaires. Un autre poste de rapporteur spécial a été créé en 1985 pour enquêter sur les agissements des régimes tortionnaires.

Peu après, des postes de rapporteurs spéciaux furent également établis afin d'enquêter sur l'intolérance religieuse, le racisme et la violence contre les femmes, et sur les agissements des régimes particulièrement abusifs, notamment l'Irak, l'Iran, la Birmanie, Cuba et le Soudan. Ces progrès historiques sont dus principalement à des initiatives des ONG. Celles-ci ont également beaucoup contribué à l'efficacité des procédures, en apportant aux groupes de travail et aux rapporteurs spéciaux les informations dont ils avaient besoin, informations que les gouvernements refusaient souvent de divulguer. En fait, certains Etats membres de la Commission des droits de l'homme eux-mêmes continuent d'interdire aux rapporteurs spéciaux de se rendre sur leur territoire, acte de défi devant lequel les Nations unies sont impuissantes.

Un autre élément des mécanismes internationaux de protection des droits de l'homme que sont les divers pactes et conventions en la matière, doit également beaucoup aux ONG. Les deux textes les plus importants sont le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. Ils ont valeur de traités internationaux et ont été conçus à l'origine pour conférer une force obligatoire à la Déclaration universelle.

Le Pacte relatif aux droits civils et politiques est entré en vigueur en 1976, bien qu'il n'ait été ratifié par les Etats-Unis qu'au début du mandat du président Clinton. Un élément clé de ce pacte est que les parties qui y souscrivent doivent rendre compte de leurs actions au Co-

mité des droits de l'homme, organisme composé d'experts élus par les Etats signataires. Au cours des deux dernières décennies, le comité a acquis une autorité considérable et a largement ouvert la voie aux apports des ONG. Le Comité des avocats pour les droits de l'homme, en particulier, a fourni au comité des documents essentiels, ainsi que des conseils concernant les violations spécifiques commises par les Etats signataires.

Plusieurs autres conventions sur les droits de l'homme, réclamées par les ONG, sont également entrées en vigueur, notamment la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (1981), la Convention contre la torture (1987) et la Convention sur les droits de l'enfant (1990). Comme le Pacte relatif aux droits civils et politiques, ces conventions possèdent un organe exécutif auquel les ONG fournissent des informations essentielles pour assurer le respect des diverses clauses des traités.

La Conférence mondiale sur les droits de l'homme

L'une des étapes les plus marquantes des progrès en matière de droits de l'homme obtenus par le système des Nations unies a été la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, réunie à Vienne (Autriche), en juin 1993. Là, comme par le passé, les ONG ont joué un rôle essentiel, organisant une campagne efficace dans le monde entier afin d'être assurées de pouvoir participer à la Conférence. Elles avaient aussi obtenu le soutien actif du gouvernement Clinton, au pouvoir depuis quelques mois. En fait, la délégation des Etats-Unis à Vienne comptait des membres de la communauté des ONG

américaines ainsi que des représentants officiels de l'Etat, comme cela était le cas des délégations des Etats-Unis à d'autres forums internationaux depuis plusieurs années.

En œuvrant de concert et en coopérant avec les délégations d'autres pays partageant leurs opinions, ONG et gouvernements ont pu accomplir un certain nombre de progrès décisifs à Vienne, notamment la création, approuvée à l'unanimité, d'un Haut Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme et l'adoption d'une déclaration réaffirmant la nature universelle des droits de l'homme. Le haut commissaire, qui est actuellement Mme Mary Robinson, est chargé de la promotion des droits de l'homme au sein du système des Nations unies et de la défense des droits de l'homme dans l'arène internationale.

La naissance d'une toute nouvelle génération d'ONG en Asie, en Amérique latine et en Afrique lors de la Conférence de Vienne, processus qui était amorcé depuis des années, a marqué l'apparition d'un nouveau facteur dans les mécanismes internationaux de protection des droits de l'homme; pas moins de trois mille ONG étaient inscrites lorsque la conférence a débuté. Il convient de noter tout particulièrement le rôle de la réunion préparatoire à Bangkok, lors de laquelle les ONG asiatiques ont adopté une déclaration insistant sur le respect des normes internationales et demandant la création d'un haut commissariat aux droits de l'homme.

La Conférence de Vienne a également attiré l'attention internationale sur les droits de la femme comme faisant partie intégrale des droits de la personne. Par son solide appui aux droits des femmes, la Conférence de Vienne a posé les

jalons de la Quatrième Conférence mondiale sur les femmes, de portée historique, qui a eu lieu à Pékin en 1995, et de la reconnaissance des progrès qu'accomplissent les groupes féminins dans le monde entier aujourd'hui.

Depuis des années, le caractère odieux des abus perpétrés pendant le XX^e siècle poussait les ONG, en particulier « Human Rights Watch », à souligner la nécessité de rendre des comptes du point de vue de la justice d'une part, et du respect de la vérité historique d'autre part. Au moment de la Conférence de Vienne, nombreux étaient ceux que la guerre en Bosnie avait convaincus de la nécessité d'instituer un mécanisme qui forcerait les coupables des violations les plus graves des droits de l'homme, telles que le génocide et les crimes contre l'humanité, à répondre de leurs actes.

Le Conseil de sécurité des Nations unies a donc créé le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie en 1993. Afin d'appuyer cette mesure, « Human Rights Watch » a fourni au tribunal des documents que son procureur principal, le sud-africain Richard Goldstone, a considérés comme « d'une valeur inestimable ». Une autre ONG, Médecins pour les droits de l'homme, a été complimentée par le tribunal pour son aide apportée dans les expertises médico-légales des corps exhumés. Les ONG européennes ont apporté une aide psychologique et matérielle essentielle aux divers témoins.

L'année suivante, les Nations unies ont institué un tribunal semblable pour le Rwanda, qui siège à Arusha (Tanzanie). Bien que le gouvernement des Etats-Unis et les ONG aient eu leur part de désaccords au cours des années, tous deux attachent une grande importance aux travaux des deux tribunaux et aux principes de

responsabilité en matière de droits de l'homme. En fait, les Etats-Unis ont fourni la majeure partie des fonds nécessaires au fonctionnement de ces deux tribunaux.

Le mouvement mondial des ONG

En cette fin de XX^e siècle, l'engagement des organisations non gouvernementales dans tous les domaines relevant des droits de l'homme a connu un développement extraordinaire. Il existe aujourd'hui des militants et des organisations de défense des droits de l'homme dans pratiquement tous les pays du monde. Certains risquent leur vie et leurs moyens de subsistance pour défendre le droit à la parole, à la démocratie et à la tolérance religieuse et raciale. D'autres prennent la parole pour s'élever contre la torture, les emprisonnements arbitraires et les formes contemporaines d'esclavage. D'autres encore s'efforcent d'influencer les institutions financières internationales et s'attachent à promouvoir le développement, la réglementation du travail des enfants, l'interdiction des mines terrestres et l'élimination de la traite des femmes et des fillettes.

Le monde est loin d'avoir mis fin aux pires violations des droits de l'homme, et les principes énoncés dans la Déclaration universelle ne sont toujours pas appliqués dans de nombreuses régions du monde. Mais la force et la vigueur du mouvement international des droits de l'homme permettent au moins d'espérer des progrès supplémentaires au cours du siècle prochain. Et il convient également de se rappeler les victoires déjà remportées sur divers terrains, dont le moindre n'est pas celui de la pensée humaine.

Photo page 45 : Denis Ferrell, Wide World Photos.

Démocratie et droits de l'homme, journal électronique de l'USIA, Vol. 3, No. 3, Octobre 1998

Bibliographie (en anglais)

Sélection de livres et d'articles consacrés aux droits de l'homme

Brownlie, Ian, ed.

Basic Documents on Human Rights.
3d edition. New York: Oxford University
Press, 1993.

Ching, Frank

"Responsibilities and Rights," *Far Eastern
Economic Review*, vol. 60, no. 46, November
13, 1997, pp. 38–39.
(Review of the UN Universal Declaration
of Human Rights.)

**Claude, Richard P., and
Burns H. Weston**

*Human Rights in the World Community:
Issues and Action.* 2d edition. Philadelphia:
University of Pennsylvania Press, 1992.

Clinton, William J.

"Remarks Celebrating the 50th Anniversary
of the Universal Declaration of Human Rights
in New York City," *Weekly Compilation of Presiden-
tial Documents*, vol. 33, no. 50,
December 15, 1997, pp. 2002–2005.

**Danieli, Yael, Elsa Stamatopoulou, and
Clarence J. Dias, eds.**

*The Universal Declaration of Human Rights:
Fifty Years and Beyond.* New York: Baywood Publish-
ing Co., Inc., 1998.

Donnelly, Jack

International Human Rights. 2d edition.
Boulder, CO: Westview Press, 1998.

**Donnelly, Jack, and
Rhoda E. Howard**

International Handbook of Human Rights.
New York: Greenwood Press, 1987.

Elshtain, Jean Bethke

"The Right Rights," *The New Republic*,
vol. 218, no. 24, June 15, 1998, pp. 11–13.
(The fight for adoption of the UN
Universal Declaration of Human Rights.)

**Forsythe, David P., Louis Henkin,
Margaret E. Galey, et al.**

Symposium, "Free and Equal in Dignity and
Rights: the Universal Declaration of Human
Rights," *PS: Political Science and Politics*,
vol. 31, no. 3, September 1998, pp. 505–534.
(A series of five articles.)

Franklin and Eleanor Roosevelt Institute

Bibliography and Further Resources on the Uni-
versal Declaration of Human Rights
<http://www.udhr50.org/history/default.htm>
(Includes historical source documents, sources
consulted, and suggestions for further reading.)

Glendon, Mary Ann

"Knowing the Universal Declaration of Human Rights," *Notre Dame Law Review*, vol. 73, no. 5, May 1998, pp. 1153–1190.

Hobbins, A.J.

"Eleanor Roosevelt, John Humphrey and Canadian Opposition to the Universal Declaration of Human Rights: Looking Back on the 50th Anniversary of UNDHR," *International Journal*, vol. 53, no. 2, Spring 1998, pp. 325–342.

International Secretariat of Amnesty International

"International Women's Day—50 years of Women's Rights?" Press Release, March 6, 1998.

"Into the Future," *Index on Censorship*, vol. 27, no. 3, May–June 1998, pp. 184–190. (Comments on the successes and failures of the UN Universal Declaration of Human Rights.)

Jacob Blaustein Institute for the Advancement of Human Rights

Advocating Human Rights—Selected Publications <http://www.ajc.org/jbi/pubs.html>

Korey, William

NGOs and the Universal Declaration of Human Rights: "A Curious Grapevine:" New York: St. Martin's Press, 1998.

Morsink, Johannes

"Women's Rights in the Universal Declaration," *Human Rights Quarterly*, vol. 13, no. 2, 1991, pp. 229–256.

Robinson, Mary

"Shame of Failure on Human Rights," *The World Today*, vol. 54, no. 2, February 1998, pp. 45–49. (Commentary on the 50th anniversary of the UN Universal Declaration of Human Rights.)

Sen, Amartya

"Universal Truths: Human Rights and the Westernizing Illusion," *Harvard International Review*, vol. 20, no. 3, Summer 1998, pp. 40–43.

Steiner, Henry J., and

Philip Alston

International Human Rights in Context: Law, Politics, Morals. New York: Oxford University Press, 1996.

Tongue, Kathryn A.

"Celebrating the 50th Anniversary of the Universal Declaration of Human Rights." *Human Rights*, vol. 25, no. 3, Summer 1998. pp. 2–5.

United Nations High Commissioner for Human Rights

Fiftieth Anniversary of the Universal Declaration of Human Rights, General Assembly Resolution 52/117 of December 12, 1997 <http://www.UNHCHR.CH/html/menu4/gares/gares117.htm>

Weiming, Tu

"Joining East and West: A Confucian Perspective on Human Rights." *Harvard International Review*, vol. 20, no. 3, Summer 1998, pp. 44–49.

Démocratie et droits de l'homme, journal électronique de l'USIA, Vol. 3, No. 3, Octobre 1998

Sites Internet (en anglais)

Sites ayant trait à la démocratie et aux droits de l'homme, et tout particulièrement à la célébration du cinquantième de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Les opinions exprimées dans ces sites d'Internet ne représentent pas nécessairement les vues du gouvernement des Etats-Unis.

INTERNET SITES FOR LANGUAGE VERSIONS OF THE UNIVERSAL DECLARATION OF HUMAN RIGHTS

Arabic

http://www.unhchr.ch/html/menu6/1/arabic_menu.htm

Chinese

http://www.unhchr.ch/html/menu6/1/chinese_menu.htm

English

http://www.unhchr.ch/html/menu3/b/a_udhr.htm

French

http://www.unhchr.ch/french/html/menu3/b/a_udhr_fr.htm

Russian

http://www.unhchr.ch/html/menu6/1/russian_menu.htm

Portuguese

<http://www.unhchr.ch/html/menu6/1/udportug.htm>

Spanish

http://www.unhchr.ch/spanish/html/menu3/b/a_udhr_sp.htm

Other Languages

<http://www.unhchr.ch/html/menu6/1/univdecl.htm>

OTHER HUMAN RIGHTS WEBSITES

United Nations High Commissioner for Human Rights

<http://www.unhchr.ch/>

United Nations High Commissioner for Human Rights 50th Anniversary Page
<http://www.unhchr.ch/html/50th/50anniv.htm>

Universal Declaration of Human Rights 50th Anniversary Page
<http://www.udhr50.org/>

Sponsored by the Franklin and Eleanor Roosevelt Institute, this page hosts a national coalition of nongovernmental organizations, corporations, labor unions, religious groups, national and international agencies, academic institutions, professional associations, and individuals—all with a deep commitment to human rights and fundamental freedoms.

The International Helsinki Federation for Human Rights
<http://www.ihf-hr.org/>

A self-governing group of nongovernmental, non-for-profit organizations that act to protect human rights throughout Europe, North America, and the Central Asian republics formed from the territories of the former Soviet Union.

University of Minnesota Human Rights Library
<http://www1.umn.edu/humanrts/>

One of the most comprehensive sites to find any and everything on the subject of human rights, including documents, bibliographies, and links to other human rights-related sites.

Human Rights Internet (HRI)
<http://www.hri.ca/>

Founded in 1976, HRI is a world leader in the exchange of information within the worldwide human rights community, supporting the work of the global nongovernmental community in its struggle to obtain human rights for all. See HRI's new publication and website, *For the Record 1997: The UN Human Rights System*, at <http://www.hri.ca/fortherecord1997/>

U.S. Department of State, Bureau of Democracy, Human Rights, and Labor Affairs
http://www.state.gov/www/global/human_rights/index.html

USIA's Human Rights Page
<http://www.usia.gov/topical/rights/hrpage/>

Includes links to nongovernmental organizations prominent in human rights.

Introduction to Human Rights
<http://www.usia.gov/topical/rights/hrpamp/hrintro.htm>

USIA's human rights pamphlet, newly updated.

Congressional Human Rights Caucus
<http://www.house.gov/lantos/caucus/caucuswebpage.htm>

The Congressional Human Rights Caucus was founded in 1983 by Congressmen Tom Lantos and John Edward Porter to focus broad bipartisan attention on the most fundamental American values: the sanctity of the individual and the inalienable rights upon which the Founding Fathers created the United States.

Démocratie

et droits de l'homme

*Tous les êtres humains
naissent libres et égaux
en dignité et en droits.*



LIBERTÉ, ÉGALITÉ :

LE CINQUANTENAIRE

DE LA DÉCLARATION UNIVERSELLE

DES DROITS DE L'HOMME

O c t o b r e 1 9 9 8

VOLUME 3 NUMÉRO 3